l'unité

N° 310 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 13-19 octobre 1978

Entre la social-démocratie bloquée et l'échec soviétique

UNE TROISIEME VOIE POUR LE SOCIALISME ?

I. Cette semaine : le débat italien avec Bettino Craxi, Enrico Berlinguer et un entretien exclusif avec Jean Elleinstein

Fonds Jean Poperen

L'HUMANITÉ EN MARCHE



une collection profondément originale

par sa conception, son esprit, le choix de ses collaborateurs et sa réalisation même, l'Humanité en marche présente, en une vaste fresque, prodigieusement documentée, l'histoire objective et cohérente de tous les mouvements révolutionnaires, populaires et démocratiques du monde entier de 1789 à nos jours. Groupant des savants, des historiens, des écrivains, des journalistes, des universitaires, mais aussi des syndicalistes et des militants issus de tous les horizons de la pensée démocratique, cette édition constitue un apport historique irremplaçable, indispensable à tous ceux que les questions politiques et sociales d'aujourd'hui ne laissent pas indifférents.



LHOSTE

une évocation sincère et passionnée

1793 - 1848 - la Commune - la révolution d'octobre - le front populaire - la Résistance - les révolutions chinoises - l'Afrique de l'esclavage à la décolonisation - l'Amérique latine en lutte - la femme dans la Société - les conquêtes ouvrières - les luttes contre le racisme...

la collaboration d'hommes et de femmes

qui ont en commun le respect de la dignité humaine et foi dans l'avènement d'une société plus juste. Parmi ceux-ci : Claude Bourdet, Don Helder Camara, Aimé Césaire, Marie-José Chambart de Lauwe, Jean Cornec, Jean Ellenstein, Claire Etcherelli, Marc Ferro, Annie Guéhenno, Jacques Guyard, Stellio Lorenzi, Jacques Mitterrand, Hélène Parmelin, Jean Poperen, Roger Quilliot, Albert Soboul, Vercors.

vingt-cinq volumes reliés

comprenant chacun : une importante préface, une passionnante étude historique, dues à la plume d'une personnalité de premier plan et largement illustrées, un grand roman significatif, classique ou contemporain, enrichi d'illustrations originales en couleurs. L'ensemble est tiré sur un grand vélin d'édition et relié plein skivertex frappé au balancier d'après des fers originaux de Jean Colin. Ces 25 volumes représentent 7.500 pages à raison de 300 pages en moyenne par tome.

Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "L'HUMANITÉ EN MARCHE".

Nom Prénom _____

Profession (facultatif) _____

Adresse complète _____

_____

Date _____ Signature

A retourner aux : **Éditions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

sommaire

4 à 14 — *Entre la social-démocratie bloquée et l'échec soviétique*

UNE TROISIEME VOIE POUR LE SOCIALISME

I. Cette semaine : le débat italien avec Enrico Berlinguer, Bettino Craxi et un entretien exclusif avec Jean Elleinstein

France

15 — *Parti socialiste : trois questions simples, par Lionel Jospin*

16 — *Qui veut la peau de Vincennes ?, par Nicole du Roy et Maryse Wolinski*

19 — *On est « kit », par Piem*

21 — *Décomposer les sondages avant de les commenter, par Jean-Marc Lech*

Social

22 — *Entretien avec Edmond Maire, propos recueillis par Michèle Kespi.*

Société

26 — *Le débat sur la dénatalité : Benoite Groult répond à Evelyne Sullerot. Propos recueillis par Véronique Neiertz.*

Monde

28 — *Tunisie : une parodie de justice, par Claude Germon*

Spectacles

30 — *L'ère du stuc, par Serge Richard*

31 — *Pas d'animaux tristes au cirque Bonjour, par Jean-Paul Liégeois*

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 8, 14, 25), Barrigue (pages 21, 29), Coureuil (page 33), Demoulin (page 28), Pascal Lebrun (pages 5, 6, 11, 12, 22, 23, 25, 31, 32), Piem (page 19), Pym (pages 16, 17), Rush (page 27), Schatzberg (page 31), Sygma (pages 4, 7, 9, 13, 20, 29), Viva (pages 14, 30).

Ce numéro 310 de « l'Unité » doit marquer une date dans l'histoire de ce journal. Non pas seulement parce que son sommaire est particulièrement riche, non pas seulement parce que s'y trouvent posés des problèmes de fond qui préoccupent au premier chef tous les socialistes, mais aussi parce qu'il est le point de départ d'une campagne à laquelle nous voulons donner une exceptionnelle ampleur pour accroître l'audience et la diffusion de « l'Unité ».

L'objectif premier de cette campagne est de gagner d'ici à la fin de cette année plusieurs milliers de nouveaux lecteurs et, d'abord, de nouveaux abonnés. Pour nous y aider, nous demandons un effort personnel à chacun de nos lecteurs et abonnés actuels. En s'abonnant ou en se réabonnant d'ici au 1er décembre (même par anticipation, si leur abonnement en cours est valable au-delà de cette date), en faisant un ou plusieurs abonnés autour d'eux, ils contribueront de la manière la plus efficace à assurer la vie et le développement de ce journal, plus que jamais nécessaire au Parti socialiste. Ils bénéficieront, en même temps, d'une surprise que nous leur avons spécialement réservée.

Toute personne souscrivant avant le 1er décembre un abonnement ou un réabonnement d'un an (180 F) recevra gratuitement l'un ou l'autre de deux ouvrages particulièrement chers à tout lecteur de « l'Unité » :

— Soit le livre de François Mitterrand « l'Abeille et l'architecte » (Flammation) ;

— Soit celui de Jean-Paul Liégeois « Gens de liberté » (Denoël), recueil d'une série de trente et un entretiens réalisés pour « l'Unité ».

Il suffit à chacun de remplir le bulletin ci-dessous, en cochant les mentions retenues.

Nous comptons sur votre réponse rapide à notre appel. Et, d'avance, nous vous remercions.

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Avec mon abonnement d'un an, je désire recevoir

☐ le livre de François Mitterrand



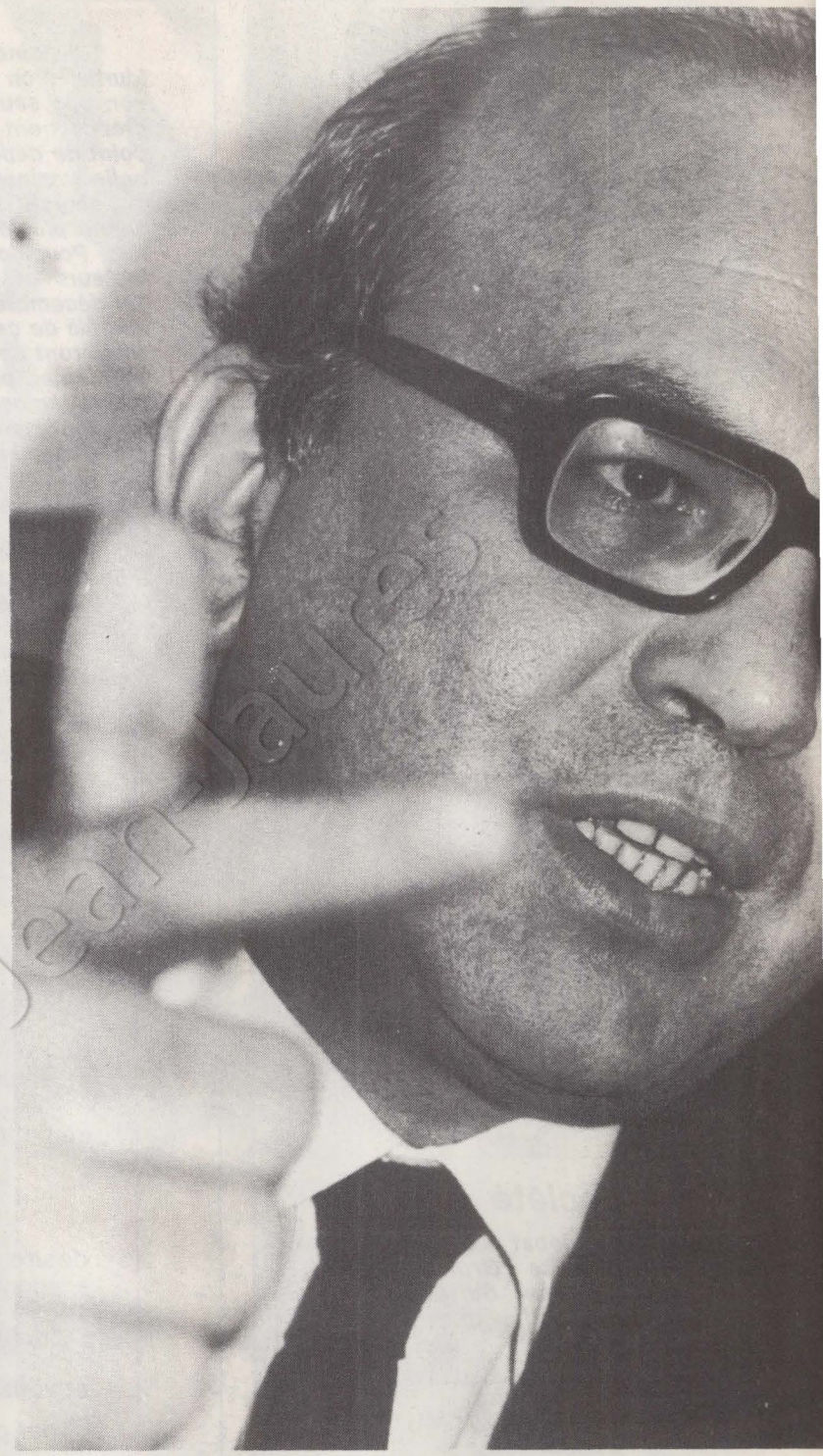
☐ le livre de Jean-Paul Liégeois



Date Signature

• *« L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.*

Entre la social-démocratie bloquée et l'échec soviétique



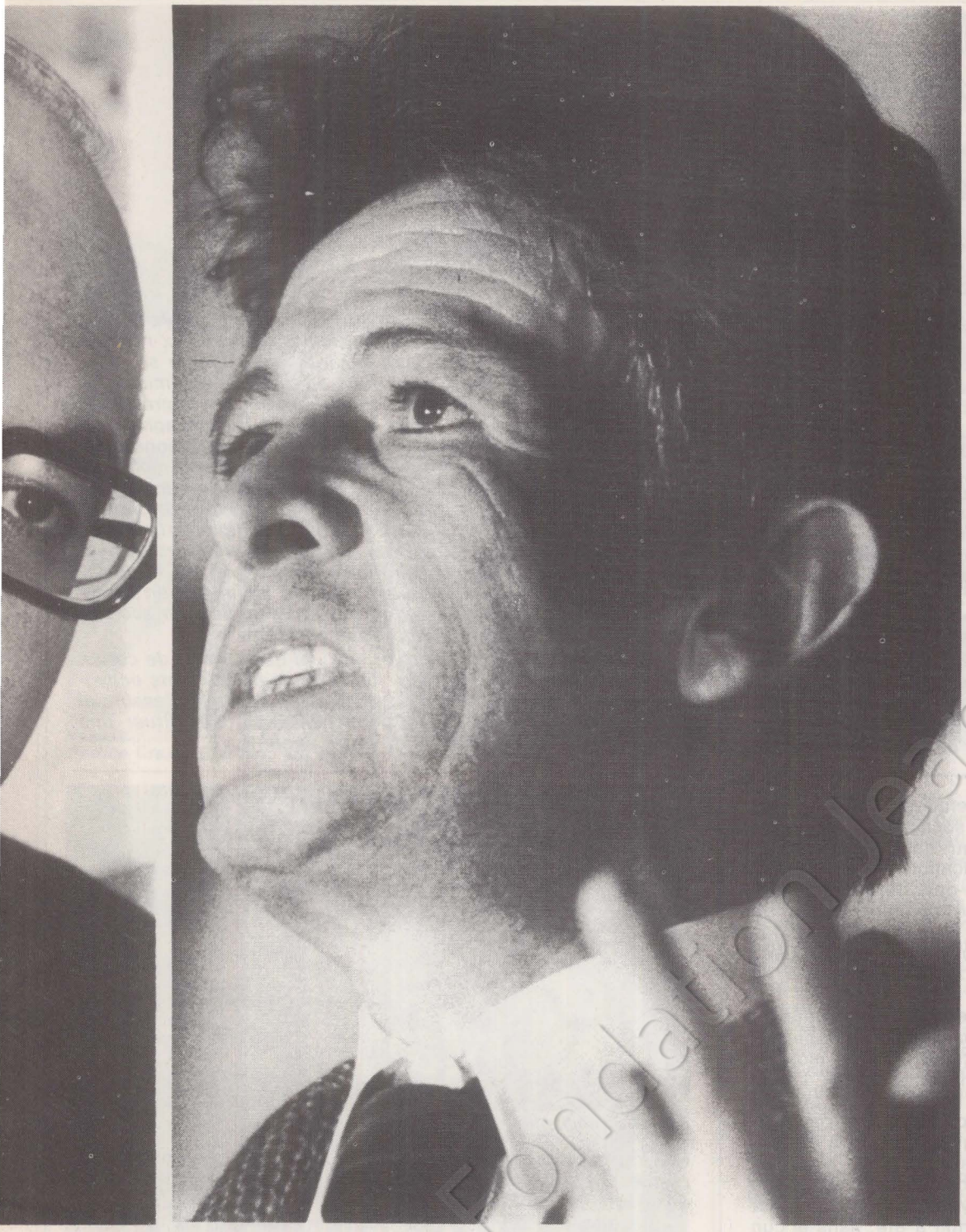
UNE TROISIEME VOIE POUR LE SOCIALISME ?

Echec de la société soviétique et des pays dits socialistes, où la rupture avec le capitalisme s'est accompagnée du développement d'un système autoritaire et même totalitaire. Blocage des social-démocraties, où les réformes progressives, pour positives qu'elles soient, n'ont nulle part réussi à mettre en question les structures du régime capitaliste. Tel est aujourd'hui, en Europe, l'état des deux « modèles » de « socialisme » dont aucun ne peut représenter une référence satisfaisante pour le projet socialiste que nous concevons pour la France.

On peut discuter longtemps encore — cela dure déjà depuis des décennies — sur les mérites et les vices respectifs de chacun des deux systèmes, que nous ne plaçons d'ailleurs pas sur le même plan, ne serait-ce qu'au regard de la sauvegarde du pluralisme et des libertés individuelles et collectives.

Mais la grande interrogation d'aujourd'hui est celle de savoir si, entre la société léniniste répressive et la social-démocratie bloquée, il existe une troisième voie capable de réconcilier le socialisme et la démocratie tout en créant les conditions d'une transformation profonde — et disons, en fin de compte, révolutionnaire — de la société des pays industrialisés de l'Europe occidentale.

C'est sur cette question fondamentale que nous ouvrons aujourd'hui un grand débat auquel nous voulons donner une dimension internationale. Nous l'abordons, d'une part, en évoquant la discussion ouverte depuis quelques semaines en Italie entre socialistes et communistes et qui pose les problèmes, à la fois idéologiques et de pratique politique, des rapports entre les deux grands partis du mouvement ouvrier ; d'autre part, en publiant un



I. Le débat italien avec Bettino Craxi, Enrico Berlinguer et un entretien exclusif avec Jean Elleinstein

entretien exclusif avec Jean Elleinstein, qui développe pour la première fois dans un journal socialiste l'idée d'une « alliance historique » entre P.c. et P.s.

Le second volet de notre enquête nous conduira la semaine prochaine en Suède, pour y voir de près comment la social-démocratie la plus avancée d'Europe (avec celle d'Autriche) se heurte aujourd'hui à un obstacle fondamental — celui de la propriété capitaliste des entreprises — qu'elle hésite à franchir. Les socialistes suédois les plus représentatifs nous expliqueront pourquoi.

Dans un troisième chapitre, nous essaierons de comprendre un peu mieux, avec des témoignages venus directement des pays de l'Est, les raisons qui, soixante et un ans après la révolution d'Octobre, ont conduit la société soviétique à l'impasse dans laquelle elle se trouve aujourd'hui et dont elle paraît incapable de sortir.

Autour de cet aspect « descriptif », nous publierons une série d'études et de commentaires émanant de personnalités de gauche, socialistes ou non, à qui nous avons demandé de se tourner avec nous vers l'avenir. Non pas que nous entendions gommer les événements passés, et notamment tout ce qui s'est produit depuis la rupture de septembre 1977. Mais ce sont des réponses pour demain que, de toute évidence, les Français attendent désormais du Parti socialiste.

Avec la grande enquête-débat que nous engageons aujourd'hui — et que seule « l'Unité » est en mesure de conduire —, nous nous efforcerons à tout le moins de favoriser leur réflexion et d'éclairer leur jugement.

CLAUDE ESTIER

Bettino Craxi : "Si le léninisme prévaut, le pluralisme meurt"

Un grand débat, largement répercuté par la presse quotidienne et hebdomadaire, se déroule depuis plusieurs semaines en Italie entre socialistes et communistes. Il a été marqué par une interview du secrétaire général du P.c.i., Enrico Berlinguer, publiée dans « la Repubblica » du 2 août dernier, traitant du léninisme, du compromis historique et des rapports avec le Parti socialiste. Interview à laquelle a répondu un retentissant article, en forme de pamphlet, du secrétaire général du P.s.i. Bettino Craxi, publié dans l'hebdomadaire « l'Expresso » et confirmé quelques jours plus tard dans une interview à un autre hebdomadaire, « l'Europeo ». Cette prise de position, répudiant le léninisme comme antithétique de la démocratie pluraliste, a été considérée par beaucoup en Italie comme un tournant (« una svolta ») du P.s.i., dont la tradition marxiste avait survécu même aux expériences, dites de centre gauche, de collaboration gouvernementale avec la Démocratie chrétienne dans les années soixante. Elle semble pourtant avoir été acceptée par tous les courants du parti y compris, même si c'est avec quelques nuances, par le vieux leader de l'aile gauche Riccardo Lombardi.

Les interventions de Craxi et d'autres dirigeants socialistes ont provoqué de vives réactions du P.c.i., qui n'a guère apprécié de se voir en fait contester le droit d'accéder aux responsabilités du pouvoir parce qu'il n'aurait pas répudié sa référence au léninisme. Mais, quel que soit l'aspect polémique de ce débat — conduit d'ailleurs avec sérieux et sans l'agressivité que le Parti communiste donne en France à la campagne qu'il mène contre le P.s. —, quels que soient ses motivations liées à la situation politique actuelle de l'Italie — réduit à moins de 10 % des suffrages, le P.s.i. cherche à retrouver un nouvel espace politique et à atteindre ainsi un rapport de forces moins déséquilibré avec le P.c.i. —, ce débat italien a le mérite de mettre en lumière un certain nombre de vrais problèmes, qui touchent aussi bien à la réflexion théorique sur le socialisme qu'au bilan à tirer des expériences léninistes en Union soviétique ou dans les pays de l'Est et de la gestion social-démocrate dans les pays de l'Europe occidentale.

Sans donc vouloir nous mêler en quoi que ce soit de ce qui touche à la politique intérieure italienne, les arguments échangés par Berlinguer et Craxi — et dont on trouvera l'essentiel dans les pages suivantes — nous paraissent constituer une excellente entrée en matière de notre enquête.

Bettino Craxi était présent il y a quelques jours à la réunion du bureau de l'Internationale socialiste à Paris. Il a tenu à nous confirmer le contenu de son article de « l'Expresso », en insistant sur la clarification nécessaire du débat idéologique et en soulignant qu'au-delà de la polémique qu'elle soulève sa prise de position se révélera en fin de compte « plus utile que l'on croit, même si elle conduit à des retours en arrière sur les ancêtres » (allusion aux nombreuses références à Proudhon par lesquelles débute son article de « l'Expresso »).

Après un rappel des principes essentiels du léninisme, Craxi estime que, si le but final indiqué par Lénine était bien la société sans classe ni Etat, on peut estimer que les moyens employés pour atteindre ce but ont fini par absorber l'idéal défini. Il en tire la conclusion que le léninisme au pouvoir serait, de ce point de vue, la démonstration qu'il n'est pas possible de scinder les moyens des fins et que l'histoire n'est pas « rationnelle » mais « ironique » et même « cruelle ». Mais, en réalité, le conflit entre bolchevisme et socialisme démocratique ne fut pas un simple conflit sur les moyens à employer pour avancer vers la société idéale. Un tel conflit a été, sans aucun doute, un des facteurs qui ont tracé une démarcation nette dans le mouvement ouvrier, mais certainement pas le facteur décisif.

Entre le communisme léniniste et le socialisme, il existe une incompatibilité substantielle qui peut être synthétisée dans l'opposition entre collectivisme et pluralisme. Le léninisme est dominé par l'idéal de la société homogène, compacte, indifférenciée. Il y a dans le léninisme la conviction que la nature humaine a été dégradée par l'apparition de la propriété privée, qui a désintégré la communauté primitive en déchaînant la guerre de classe. Et il y a surtout le désir de recréer l'unité originaire en faisant prévaloir la volonté collective sur les volontés individuelles, l'intérêt général sur les intérêts particuliers. En ce sens, le communisme est organiquement totalitaire ; dans le sens qu'il postule la possibilité d'instituer un ordre social harmonieux, au point de pouvoir se passer de l'Etat et de ses appareils coercitifs. Ce « totalitarisme du consentement » doit être néanmoins précédé par un « totalitarisme de la coercition ». C'est ainsi que Lénine n'a pas hésité à décrire la dictature du parti bolchevik comme « un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et qui n'est lié à aucune loi ».

Pourtant, le but final reste la société sans Etat, c'est-à-dire « le paradis sur terre » (Lénine), successif à la « résurrection de l'humanité » (Boukharine). De sorte que l'on peut dire que le but final indiqué par le communisme est « un règne de Dieu sans Dieu », c'est-à-dire la construction réelle du règne millénaire de paix et de justice illusoirement promis par le messianisme judéo-chrétien. Ce n'est certainement pas par hasard, donc, que Gramsci est arrivé à définir le marxisme comme « la religion qui tuera le christianisme » en réalisant ses exaltantes promesses et en faisant passer, de la puissance à l'acte, l'idéal de la société parfaite.



Riccardo Lombardi.

Si cette interprétation du léninisme est correcte, poursuit Craxi, alors l'opposition entre socialisme et communisme est certainement très profonde. Le communisme léniniste est une religion déguisée en science qui prétend avoir trouvé une réponse à tous les problèmes de la vie humaine. Pour cette raison, il n'a pas pu tolérer des rivaux et, en un mot, il est « totalitaire ». Milovan Djilas et Gilles Martinet l'ont souligné de façon convaincante : le léninisme, par le fait qu'il aspire à régénérer la nature humaine, à créer un monde purifié de toute chose à caractère négatif, à mettre fin au scandale du mal, est une doctrine millénaire qui, une fois au pouvoir, ne peut pas ne pas produire un Etat idéologique soutenu par une caste.

Craxi en arrive ensuite à l'affirmation que « par rapport à l'orthodoxie communiste, le socialisme est démocratique, laïque et pluraliste. Il n'a pas l'intention d'élever une doctrine au rang d'orthodoxie, il ne prétend pas établir des limites à la recherche scientifique et au débat intellectuel, il n'a aucune recette absolue à imposer. Il reconnaît que le droit le plus précieux de l'homme est le droit à l'erreur. Et cela, parce que le socialisme n'a pas l'intention de se placer en succédané, idéal ou réel, des religions positives. Le socialisme, dans sa version démocratique, a un projet éthico-politique qui s'insère dans la tradition de l'illuminisme réformateur et qui peut être synthétisé par les termes suivants : socialisation des valeurs de la civilisation libérale, diffusion du pouvoir, distribution égalitaire de la richesse et des opportunités de vie, augmentation de puissance et développement des instituts de participation des classes laborieuses aux processus de décision. Carlo Rosselli (1) définissait, justement, le socialisme comme un libéralisme organisateur et socialisateur.



Bettino Craxi à la tribune du dernier congrès du P.s.i.



Au terme de son raisonnement, le secrétaire général du P.s.i. tire quelques conclusions d'ordre général :

Léninisme et pluralisme sont des termes antithétiques ; si le premier prévaut, le second meurt. La démocratie (libérale ou socialiste) suppose l'existence d'une pluralité de centres de pouvoir (économiques, politiques, religieux, etc.) en concurrence entre eux et dont la dialectique empêche la formation d'un pouvoir absorbant et totalitaire. En conséquence, la possibilité que la société civile ait une certaine autonomie par rapport à l'Etat et que les individus et les groupes puissent jouir de zones protégées de l'ingérence de la bureaucratie. La société pluraliste est, en outre, une société laïque dans le sens qu'il n'y existe aucune philosophie officielle d'Etat, aucune vérité obligatoire. Dans la société pluraliste, la loi de la concurrence n'opère pas seulement dans la sphère économique, mais aussi dans la sphère politique et dans celle des idées. Cela suppose que l'Etat est laïque seulement dans la mesure où il ne prétend pas exercer, outre le monopole de la violence, celui de la gestion de l'économie et de la production scientifique. En bref, l'essence du pluralisme est l'absence du monopole.

C'est tout le contraire des tendances qui se sont affirmées dans le système communiste. Les vrais marxistes-léninistes ne peuvent pas tolérer des contre-pouvoirs, des idéaux communautaires différents de l'idéal collectiviste. Pour cette raison, ils estiment avoir le droit et le devoir d'imposer le « socialisme scientifique » aux récalcitrants. Gramsci avait ainsi théorisé la figure du moderne Prince comme « l'unique régulateur » de la vie humaine. Le but final est la société sans Etat ; mais, pour y parvenir, il faut étatiser toute chose. Tel est, en résumé, le grand paradoxe du léninisme.

Mais comment est-il possible d'extraire la liberté totale du pouvoir total ? Au lieu d'augmenter la puissance de la société contre l'Etat, l'Etat s'est rendu omnipuissant, avec toutes les conséquences prévues par tous les intellectuels de la gauche révisionniste, qui ont vu dans le monopole des ressources matérielles et intellectuelles la matrice de l'autoritarisme d'Etat. Donc, si nous voulons avancer vers le pluralisme socialiste, nous devons nous diriger vers la direction opposée de celle indiquée par le léninisme : nous devons répandre le plus possible le pouvoir économique, politique et culturel. Le socialisme ne coïncide pas avec l'étatisme. Le socialisme, ainsi que l'a rappelé Norberto Bobbio, est la démocratie pleinement développée. Il est donc le dépassement historique du pluralisme libéral et non pas son anéantissement. C'est la voie pour accroître et non pas réduire les niveaux de liberté, de bien-être et d'égalité.

BETTINO CRAXI

(1) Economiste et dirigeant du Parti socialiste italien clandestin entre les deux guerres. Il fut assassiné avec son frère Nello par les fascistes en 1937.

Enrico Berlinguer: "On ne renie pas l'histoire, ni la sienne ni celle des autres"

C'EST en répondant il y a quelques semaines aux questions du directeur du quotidien romain « la Repubblica » qu'Enrico Berlinguer a défini la position du Parti communiste italien à l'égard du léninisme et envers le Parti socialiste italien (1).

Le léninisme, dit-il, est l'héritage complexe qu'a laissé un grand révolutionnaire russe et européen, au long de trente années d'une lutte politique et idéologique qu'il a menée comme intellectuel et dirigeant de parti, comme journaliste et penseur marxiste, comme combattant et organisateur, comme homme d'Etat et leader international. On ne peut pas considérer séparément ces divers aspects de la personnalité de Lénine ni les périodes successives de son élaboration théorique et de sa conduite pratique. Il a laissé un patrimoine très riche et très complexe dont nous nous sentons les continuateurs mais à l'égard duquel nous avons aussi une attitude critique et que nous interprétons en tenant compte de la période et des circonstances historiques dans lesquelles se sont développées sa pensée et son action.

— Le P.c.i. et vous-même êtes-vous léninistes ?

— Si par le terme « léninisme » (ou l'expression « marxisme-léninisme ») on entend une sorte de manuel de règles doctrinales, un bloc de thèses rigides, formulées de manière scolastique, qui devraient être appliquées sans esprit critique, en toute circonstance de temps et de lieu, on ferait le plus grand tort à Lénine lui-même, on déformerait la substance même de son enseignement politique. Nous ne sommes pas léninistes de cette façon conformiste, bien que, me semble-t-il, beaucoup voudraient que nous le soyons effectivement ainsi.

— Alors, de quelle manière êtes-vous léninistes ?

— Le Parti communiste italien est né dans la foulée de la révolution prolétarienne des Soviets et sur l'impulsion de Lénine pour réagir contre une confusion idéologique et combler un vide politique qui, sous la direction du Parti socialiste, frappait la classe ouvrière italienne aussitôt après la Première Guerre mondiale. Avec la scission de Livourne, en 1921, nous avons constitué un noyau de combattants prolétariens qui avaient foi dans la révolution mondiale, y compris en Italie. Nous sommes nés de la manière qui était alors historiquement possible, une manière qui fut critiquée ensuite par Gramsci et Togliatti. Les circonstances avaient, en effet, conduit le Parti communiste à se refermer sur lui-même, à adopter une conduite sectaire et schématique, à développer une organisation de type « militaire ».

Ce sectarisme fut d'ailleurs critiqué par Lénine lui-même et fut ouvertement contesté à la première conférence du Parti, en mai 1924. A partir de là s'est constitué autour de Gramsci un nouveau groupe dirigeant qui l'a emporté au congrès de janvier 1926 et a donné au Parti une nouvelle orientation idéologique et pratique.

D'un côté, le P.c.i. est un parti qui se place dans les conditions du pouvoir pour mesurer et vérifier à chaque moment la validité de ses orientations théoriques et politiques, et donc renouveler constamment la formulation des principes qui le distinguent en tant que parti communiste. De l'autre côté, c'est un parti qui amène la classe ouvrière à s'ouvrir et à édifier un système de rapports et d'alliances politiques et sociales et de confrontation idéologique aussi large que possible.

Est-il bien certain, aujourd'hui, en 1978, étant donné tout ce qui se passe en Italie, en Europe, dans le monde, que la question prioritaire à laquelle nous devrions répondre, nous communistes italiens, est celle de savoir si nous sommes léninistes ou non ? Je me demande si tous ceux qui posent cette question connaissent vraiment Lénine et le léninisme et savent de quoi ils parlent.

J'ajouterai seulement que, nous, communistes italiens, avons notre particularité, notre élaboration théorique, notre histoire. Dans notre expérience, notre analyse et notre recherche, Lénine tient une place importante mais non exclusive ni dogmatique. Celui qui exigerait de nous une condamnation ou une abjuration de notre histoire demanderait en fait une chose impossible. On ne renie pas l'histoire, ni la sienne ni celle des autres. Il s'agit de la comprendre, de la dépasser, de grandir et de se renouveler dans la continuité.

— Comment expliquez-vous que le Parti socialiste vous pose ce genre de questions ?

— Le Parti socialiste a payé cher les erreurs qu'il a commises. En 1946, il était encore le premier parti de la gauche italienne. Puis il a connu un déclin, alors que nous avons avancé. Après une période de rapports unitaires étroits avec nous au lendemain de la Libération, il a revendiqué son autonomie, il s'est tourné vers le centre-gauche et la réunification avec le P.s.d.i., ce qui lui a valu une sérieuse perte d'audience et de force politique. Cette expérience a conduit les camarades socialistes à modifier leur attitude, mais depuis quelques mois on dirait que le P.s.i. cherche à devenir le point de référence d'une aire néo-libérale, néo-sociale-démocrate et aussi extrémiste. Nous verrons où cela le conduira. Mais nous ne sommes pas indifférents. Le P.s.i. reste un grand parti de la classe ouvrière et, s'il se renforce, c'est la gauche italienne qui se renforce. Mais, s'il rompt l'unité de la gauche, alors celle-ci s'affaiblit.

C'est le droit du Parti socialiste de souhaiter modifier les rapports de forces au sein de la gauche. Ce n'est pas cela qui nous préoccupe. Nous voulons seulement que le renforcement du P.s.i. coïncide avec un renforcement général de la gauche et de

Craxi et Berlinguer, côte à côte, aux obsèques de Jean-Paul Ier.



Bande dessinée parue dans un hebdomadaire italien.

son unité. Or, il semble que certains camarades socialistes ne songent qu'à une redistribution des suffrages à l'intérieur de la gauche.

La faiblesse de la proposition d'une alternative de gauche ne tient pas au fait qu'il y a en Italie un Parti communiste plus fort que le Parti socialiste. L'alternative de gauche en Italie n'est pas une solution réaliste pour d'autres raisons qui sont propres à notre pays : la question catholique, l'existence d'une bourgeoisie et d'une classe ouvrière qui ne sont celles ni de l'Allemagne, ni de l'Angleterre, ni des Etats-Unis, et aussi la Constitution italienne, produit d'une unité de forces très diverses qui lui ont donné un caractère plus avancé que toutes les Constitutions existant dans les autres pays capitalistes.

(1) Berlinguer a repris les mêmes thèmes dans le grand discours qu'il a prononcé le 17 septembre à Gênes en conclusion du festival de « l'Unita ».

Gerardo Chiaromonte : "L'action commune ne doit pas dépendre de la discussion idéologique"

Un autre dirigeant du P.c.i., Gerardo Chiaromonte, qui passe pour être l'un des plus pragmatiques, a été aussi l'un des premiers à répondre à l'article de Craxi. Il résume ainsi sa pensée :

Le P.c.i. représente seulement une partie du mouvement ouvrier italien. Il est donc absurde de penser qu'un processus révolutionnaire pourrait se développer sous la seule direction de notre parti. La critique principale que j'oppose à Craxi est de faire bon marché de ce qui s'est passé en Italie au cours des trente dernières années. Pendant cette phase historique, à l'initiative des communistes et des socialistes, s'est développée une réflexion sur un point crucial : les raisons de l'échec du mouvement ouvrier après la Première Guerre mondiale. Sur ce thème sont intervenus des hommes comme Gramsci, Rosselli, Morandi, Nenni, Togliatti. Comment est-il possible de ramener le discours loin en arrière, à la scission de 1921 ?

Outre cet effort de réflexion, il y a eu les luttes communes de trois décennies qui ont fait tomber beaucoup — sinon la totalité — des raisons qui avaient été à la base de la rupture entre communistes et socialistes. Sur l'analyse du capitalisme occidental, sur les questions de la démocratie et de la liberté, sur le point de savoir comment les partis de gauche peuvent gouverner un pays comme l'Italie, il y a eu d'importants rapprochements entre communistes et socialistes.

En Italie comme dans toute l'Europe occidentale, la tâche fondamentale des forces populaires est de travailler à reconstituer l'unité du mouvement ouvrier. Cela suppose une action commune qui ne doit pas dépendre d'une discussion sur les grands thèmes idéologiques. Nous, communistes, sommes prêts à discuter de toutes les questions posées par le P.s.i., et nous le montrerons lors de notre congrès. Mais aucun parti, ni le nôtre ni le P.s.i., ne peut imposer à l'autre d'abjurer son propre passé. Ni nous ni les socialistes ne pouvons ignorer le rôle de l'U.r.s.s. dans la lutte contre le fascisme. Nous ne pouvons oublier que la Révolution de 1917 a ouvert la voie à un nouveau mode de développement de dimension mondiale et a créé les conditions de la libération des classes et des peuples opprimés.

Lorsque Craxi demande au P.c.i. de rompre avec les pays de l'Est, ma réponse est que nous devons avoir une réflexion critique sur l'expérience des pays dits socialistes, mais aussi sur l'œuvre de la social-démocratie. Cette exigence n'est pas ressentie seulement par les communistes. Lors d'un récent voyage en Scandinavie, j'ai constaté chez les dirigeants sociaux-démocrates norvégiens et suédois la conscience que la société scandinave est arrivée à un point de crise, à une sorte d'asphyxie idéologique, parce que les conquêtes sociales réalisées par les gouvernements sociaux-démocrates n'ont pas réussi à transformer les structures de l'économie capitaliste, non plus que la qualité de la vie et les rapports entre les hommes. Ce qui préoccupe Palme ne devrait-il pas préoccuper également Craxi ?

Quelques dirigeants et intellectuels socialistes ont écrit que



Le second personnage de l'Etat, le communiste Pietro Ingrao, président de l'Assemblée nationale.

notre idéologie rendait impossible notre participation au gouvernement. Je n'attribue pas cette pensée à Craxi. Le P.s.i. s'est battu pendant des années contre l'exclusive dont nous étions l'objet et a posé clairement l'exigence d'un gouvernement avec toutes les forces démocratiques, P.c.i. compris.

J'espère donc que les prises de position qui vont dans le sens de la discrimination anticommuniste imposée par la Démocratie chrétienne dans les années de guerre froide resteront isolées. Sinon, la discussion avec le P.s.i. ne pourrait se poursuivre.

Jean Elleinstein: "Il n'y a pas d'autre solution qu'une alliance historique entre socialistes et communistes"

L'UNITE. — Vous avez suivi comme nous le débat italien, et notamment l'échange d'arguments à propos du léninisme et de la démocratie entre Bettino Craxi et Enrico Berlinguer. Que retenez-vous de ce débat ?

JEAN ELLEINSTEIN. — C'est un débat tout à fait fondamental, et je me réjouis du fait qu'il ait lieu en Italie. Même si l'on peut discuter sur la façon de poser les problèmes, ce débat permet aux uns et aux autres d'exprimer leur position de façon plus claire, et donc d'avancer vers la définition d'une nouvelle voie vers le socialisme et pour la solution des problèmes qui se posent à la société italienne. Je serais tout à fait favorable à ce qu'un tel débat s'instaure en France et que nous ayons une discussion approfondie entre socialistes et communistes sur le projet de société, et sur les étapes et les méthodes pour le réaliser.

C'est ce qui est en cause dans le débat italien, et, même si je me sens évidemment plus proche de Berlinguer que de Craxi, le fait qu'il puisse y avoir un tel débat me semble fondamental. On ne manie pas l'anathème, on manie le dialogue, et la réponse de Berlinguer à Craxi, tout en étant très ferme sur le fond, est une réponse circonstanciée, élaborée à partir d'une analyse historique.

— Pourquoi, selon vous, un tel débat ne peut pas avoir lieu en France ?

— Ce débat n'a pas lieu en France pour des raisons très diverses, à la fois complémentaires et contradictoires. D'abord, parce que le P.c.f. n'est pas le Parti communiste italien, c'est-à-dire que son expérience historique n'est pas du tout la même, que sa façon de poser les problèmes n'est pas semblable. Il lui arrive souvent d'avoir raison, mais il agit de telle façon que ses raisons échappent aux non-communistes et se traduisent plus par une excommunication, un anathème, que par une ouverture à la discussion. Il y a donc une part incontestable de responsabilité du P.c.f. dans le fait que le débat italien n'a pas lieu en France. Mais je pense aussi que le Parti socialiste a fait preuve, ces dernières années, d'un certain pragmatisme sur ces problèmes. Il a, certes, développé une ligne politique, mais sans ouvrir le débat au fond. Par exemple, je suis frappé par le fait qu'il n'ait pas étudié davantage de façon critique non seulement son propre passé, mais aussi l'expérience des partis socialistes au pouvoir dans des conditions un peu semblables aux nôtres, je pense à la Suède, à l'Angleterre, à l'Allemagne. J'admets que ces expériences présentent des aspects positifs, et je ne demande pas qu'on s'en tienne à une analyse négative. Mais le P.s. n'a pas abordé sérieusement cette analyse.

Nous sommes dans une situation telle que le Parti communiste a plus tendance à parler des guerres coloniales et de la responsabilité de la S.f.i.o. à cette époque, et le Parti socialiste du stalinisme et de ses conséquences. Chacun voit davantage la paille ou la poutre chez l'autre, et c'est l'une des raisons qui bloquent le débat. Il faut absolument dépasser cette façon de poser les problèmes.

— Précisément, en partant de cette situation dans laquelle vous voyez un blocage réciproque, comment peut-on déboucher sur un débat constructif permettant d'avancer vers ce que vous avez appelé l'alliance historique entre le P.c. et le P.s. ?

— Nous sommes effectivement là au cœur du problème. Il me semble que, dans la situation de la France contemporaine, aussi bien le Parti socialiste que le Parti communiste n'ont d'autre perspective sérieuse que de s'unir. Si le Parti socialiste ne s'unit pas au Parti communiste, il ne peut aspirer à jouer un rôle gouvernemental important. Il ne pourrait, en effet, gouverner qu'avec le centre et d'une façon telle qu'il serait obligé d'être le serre-file d'une politique de centre ou de centre-droit, comme cela s'est produit sous la IVe République. De son côté, le Parti communiste ne pourra que camper sur ses positions, plus ou moins érodées en fonction des circonstances, et rester dans une forteresse assiégée, au plus grand détriment des intérêts des travailleurs.

La seule solution, si l'on veut que les deux partis puissent un jour gouverner en commun la France, c'est qu'ils concluent une alliance à long terme qui définisse de façon très claire un projet de société, les étapes et les méthodes pour y parvenir. Paradoxalement, les conditions sont aujourd'hui plus favorables qu'en 1972, date à laquelle a été signé le Programme commun. Par exemple, sous l'influence de plusieurs facteurs, le Parti communiste a été amené dans la dernière période à critiquer beaucoup plus l'Union soviétique qu'il ne le faisait il y a quelques années. En 1974 encore, « l'Humanité » publiait deux pages spéciales de défense quasiment inconditionnelle de l'Union soviétique. De ce point de vue, il y a donc un changement.

Deuxième changement : il y a eu le 22e congrès. Même si les idées qui en sont sorties ne sont pas encore assez claires ni assez expliquées dans toute une série de domaines. Georges Marchais a été amené, au dernier comité central, à distinguer très nettement la conception d'une révolution brutale, violente — le « grand soir », en quelque sorte — et celle d'une révolution qui reposerait sur un processus de réformes permettant d'approfondir la démocratie pour la conduire au socialisme. Je retrouve exactement la même idée dans un récent article de Lionel Jospin, qui, à travers la critique des partis sociaux-démocrates au pouvoir, montre que ce processus de réformes de structures constitue à notre époque la révolution. Il y a donc là une ressemblance qui est plus que circonstancielle et qui représente les bases mêmes de l'accord historique possible entre socialistes et communistes.

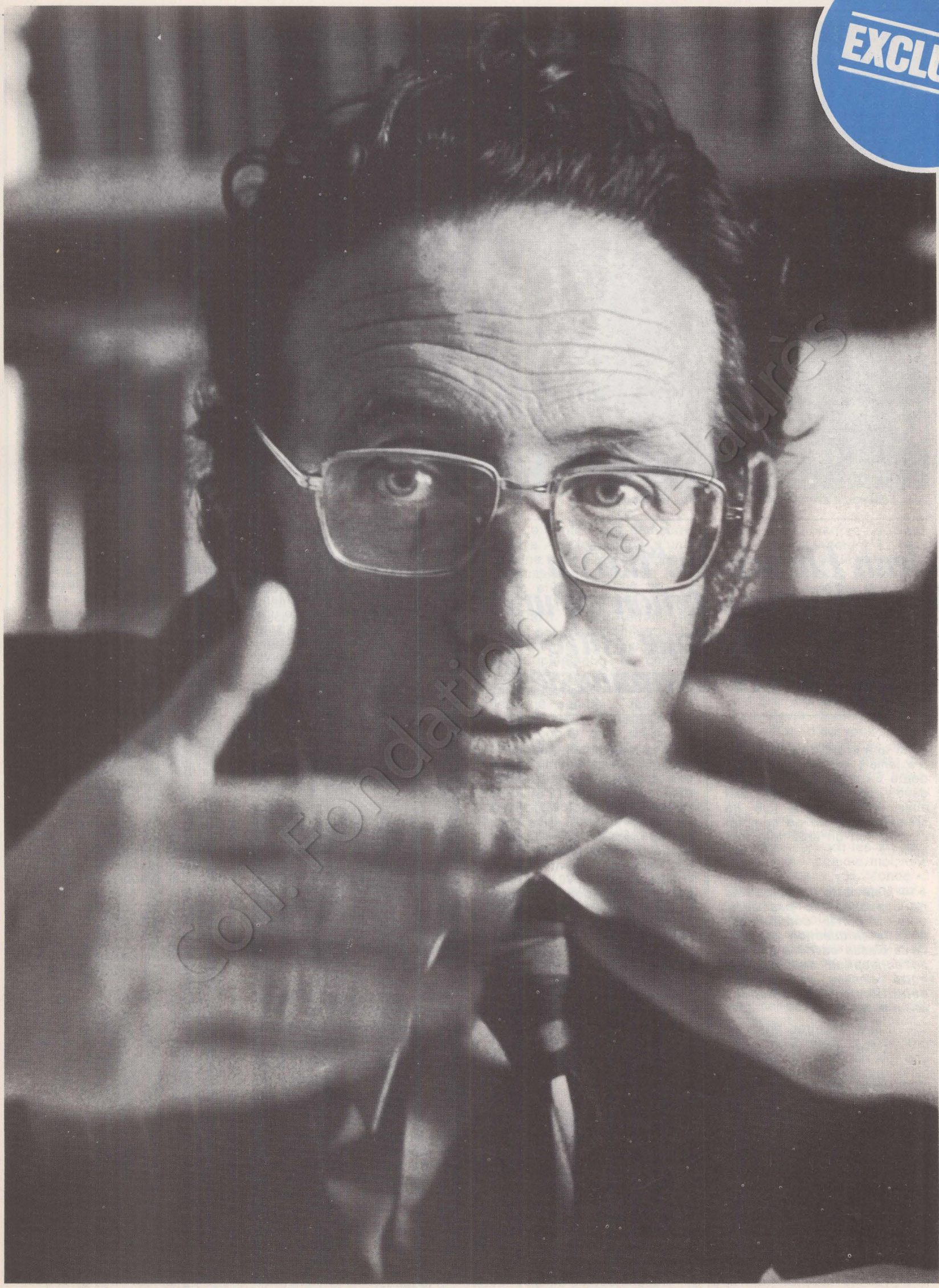
On me dira que c'est une utopie — étant donné les polémiques actuelles, les discussions âpres — que d'envisager les choses de cette façon. Mais je suis convaincu qu'il n'y a pas d'autre solution. J'ajoute que non seulement il n'y a pas d'autre solution, mais que cette solution est possible. Encore une fois, elle implique que le P.c.f. développe une critique plus incisive, plus profonde du stalinisme et de ses conséquences par rapport à l'U.r.s.s. et par rapport à son propre comportement. Et cela implique que le Parti socialiste ait également une critique profonde à la fois de son propre passé et de son comportement, ainsi que de celui des partis socialistes au pouvoir.

L'alliance historique est donc une alliance à long terme, à partir de laquelle le P.s. et le P.c.f. pourront trouver des espaces politiques plus vastes, de façon à créer des rapports de forces tels que peu à peu les classes dirigeantes en France seront obligées de céder du terrain et d'accepter des compromis qui leur feront perdre, au fur et à mesure de ce développement historique, des parcelles de plus en plus grandes de leur pouvoir. Il s'agit, pour reprendre un mot de Berlinguer, de parvenir à des équilibres de plus en plus avancés par une voie démocratique pacifique, légale et graduelle.

— C'est-à-dire la fameuse « troisième voie »...

— Oui, c'est la troisième voie, puisque ce ne sera ni la voie sociale-démocrate traditionnelle ni la voie communiste telle qu'elle s'est développée dans l'Histoire depuis 1917. L'argument le plus fort qu'on oppose à cette idée,

→



Col. Fondation Saulnes



Jean Elleinstein avec Claude Estier et Guy Perrimond.

Jean Elleinstein: "Il n'y a pas d'autre solution qu'une alliance historique entre socialistes et communistes"

→

c'est que cette troisième voie n'a jamais existé. C'est sans doute un argument de propagande redoutable, mais c'est aussi un sophisme. Je ne crois pas, en fin de compte, que ce soit un argument très sérieux.

— Mais cette troisième voie ne suppose-t-elle pas aussi que le Parti communiste remette en question sa vision de la classe ouvrière et donc sa conception des rapports entre classes sociales qui conditionne les alliances entre partis ?

— Il faut, en effet, poser le problème de cette façon, car, une fois circonscrite l'alliance historique, une fois délimité le champ réel de cette troisième voie, il faut encore préciser quelles sont les forces sociales et politiques devant être mises en mouvement. Les forces politiques, on les voit assez clairement : le Parti communiste, le Parti socialiste, les mouvements d'extrême gauche et aussi les mouvements marginaux, culturels ou autres, qui sont nés et se sont développés depuis 1968 et que l'on doit insérer dans le mouvement populaire. Mais il y a également les forces sociales : elles reposeront sur ce que j'ai déjà appelé l'alliance historique sociale, c'est-à-dire les ouvriers, les travailleurs intellectuels, l'ensemble des salariés, qui constituent déjà, à l'heure actuelle, 70 ou 75 % de la population française active et qui en constitueront au moins 90 % dans vingt ans. D'ailleurs, les raisons qui ont fait évacuer au 22e congrès le concept de dictature du prolétariat ne sont pas seulement d'ordre historique et philologique en relation avec les dictatures du passé ou avec le stalinisme, mais tiennent aussi au fait qu'il existe aujourd'hui une autre disposition des forces sociales dans la France actuelle où les couches moyennes salariées prennent une importance nouvelle. Le symbole de cette alliance devrait être moins la faucille et le marteau que le marteau, le stylo et l'ordinateur.

C'est vrai que le Parti communiste n'a pas suffisamment développé cette analyse. Il n'en a pas tiré toutes les conséquences du point de vue de son orientation politique. En particulier, il n'a pas vu à quel point la phrase de Marx selon laquelle seuls les ouvriers ont intérêt à la révolution jusqu'au bout est devenue caduque. Il y a de même, dans le « Manifeste communiste », toute une série de notations qui ne sont plus d'actualité, compte tenu de l'état des forces productives et des rapports de production dans la France d'aujourd'hui. Je prends un autre exemple pour que le lecteur comprenne bien ma pensée : on ne peut plus dire aujourd'hui que les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes. Ils ont plus que cela, même s'il s'agit d'autres formes de chaînes : l'automobile, le pavillon, le réfrigérateur, la résidence secondaire, etc.

Précisément, c'est par leurs luttes, par les luttes de classes, que les ouvriers ont réussi à modifier leur situation. Le sort du P. 3 aujourd'hui n'est pas comparable à celui d'il y a cinquante ans.

— Le 22e congrès se serait donc orienté sans le savoir vers la notion de « bloc historique » ?

— En tout cas, sans le dire. Sans prononcer l'expression. Mais justement ce que je déplore c'est que l'on ne soit pas allé jusqu'au bout dans une démarche transformatrice et rénovatrice du communisme français, comme les communistes italiens ont commencé à le faire depuis 1956.

— Pour revenir au processus qui peut conduire à cette fameuse alliance historique, vous posez un certain nombre de conditions, qui tiennent les unes au Parti socialiste, les autres au Parti communiste. Reprenons-les successivement. Au Parti socialiste vous demandez de rompre avec la social-démocratie. Mais considérez-vous vraiment le P.S. d'aujourd'hui comme un parti social-démocrate après son renouvellement de 1971, son choix de l'alliance à gauche et sa rupture avec la politique de troisième force pratiquée autrefois par la S.f.i.o. ? N'y a-t-il pas, par rapport à la famille sociale-démocrate, une originalité, une spécificité du Parti socialiste français ?

— C'est évident ! Et précisément c'est une des difficultés du P.c.f. que de le reconnaître et d'apprécier pour ce qu'elles sont les transformations réelles du Parti socialiste depuis Epinay.

— N'est-ce pas aussi parce que ces transformations le gênent ?

— Oui, peut-être, mais je pourrais vous renvoyer la balle en disant que si le Parti communiste s'était transformé plus tôt, cela aurait gêné le Parti socialiste dans son développement. Nous entrons là dans un domaine délicat, qui est celui de l'existence de deux partis ayant des traditions historiques, des sensibilités, des appareils différents. Cela subsistera longtemps. A vue d'homme, je ne vois pas de fusion possible des deux partis.

Toute transformation de l'un des deux partis crée donc des difficultés pour l'autre. C'est pourquoi il faut trouver des



Avec Leonid Pliouchtch.

formes et des méthodes nouvelles dans l'alliance qui permettent de créer une situation telle que les spécificités de chaque parti ne conduisent pas à un conflit qui rende impossible l'exercice du pouvoir. La difficulté est aiguë aujourd'hui pour le P.c.f., en raison du retard qu'il a pris dans la déstalinisation, en 1956, en 1961-1962 lors de l'affaire Servin-Casanova, en 1968-1969 après l'invasion de la Tchécoslovaquie. Mais ce n'est pas à sens unique. Si le P.c. se transformait vraiment, cela pourrait constituer un véritable problème pour le P.s.

Si effectivement le Parti socialiste rompt totalement avec la social-démocratie et s'engage sur une route nouvelle...

— Ce qu'il a fait en 1971...

— C'est le chemin qu'il a effectivement commencé à prendre à partir d'Epinay. Et si le Parti communiste va de son côté résolument sur la voie ouverte par son 22e congrès, il est clair que les problèmes se poseront d'une autre façon. La difficulté est donc de respecter la spécificité des deux partis et de leur permettre d'avoir une alliance suffisamment solide pour que la gauche puisse gouverner en apportant des solutions à la crise actuelle de notre société, en allant dans le sens de la rupture avec le capitalisme et de la construction du socialisme. C'est là qu'à mon avis le P.s. continue à hésiter et que son analyse manque encore de rigueur. Face à une crise d'une telle ampleur on peut être tenté de la gérer. Cela ne s'adresse d'ailleurs pas qu'aux socialistes. Mais le résultat peut être alors que l'on conforte le capitalisme pour trente, quarante ou cinquante ans. On peut d'ailleurs discuter sur le point de savoir si c'est possible, si l'on peut renouveler aujourd'hui l'expérience du New Deal et de l'organisation du capitalisme à la Keynes. Il y a là un véritable débat qu'on devrait avoir, plutôt que de chercher actuellement à savoir qui a dit ceci ou cela à tel ou tel moment ou qui a eu raison de le dire. Ce qui est important aujourd'hui, c'est de savoir ce que veut dire aller au socialisme dans un pays capitaliste développé économiquement et culturellement, frappé par une crise d'une telle ampleur. Quelles mesures positives peut-on prendre pour les travailleurs, pour leur emploi, pour leurs conditions de vie et de travail, pour leurs loisirs, qui soient en même temps des mesures permettant de développer le processus révolutionnaire de longue durée dont nous venons de parler et qui soient compatibles avec les conditions économiques réelles de notre temps ? Il faut des réformes de structure, parce que la simple gestion, même sociale, du capitalisme n'est plus possible.

— En face de ce que vous appelez les insuffisances du Parti socialiste, vous avez évoqué à plusieurs reprises les conséquences du 22e congrès que le Parti communiste n'a pas suffisamment tirées. Il y a d'abord le problème de son fonctionnement, et notamment l'application du centralisme démocratique.

— Le centralisme démocratique a été le produit d'une certaine histoire. Il est apparu en Russie au début du XXe siècle et il a été lié dès le départ aux conditions de lutte du Parti social-démocrate russe, qui étaient celles de la clandestinité. Si bien que, très rapidement, le centralisme l'a emporté sur la démocratie, avant même la Révolution, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité. Nous avons connu cela dans les organisations de résistance et pas seulement dans le Parti communiste clandestin. Là aussi, le centralisme primait sur la démocratie, et l'on peut même dire que là où il y avait le plus de démocratie, il y avait le plus d'arrestations !

Cette situation, qui existait donc avant 1917, a été aggravée très rapidement par le stalinisme. Les pratiques centralisatrices développées avant la Révolution en Russie, se sont accrues à travers la guerre civile. Elles sont l'une des causes du stalinisme. Et, en même temps, par le canal de l'Internationale communiste, le Komintern, elles ont été répandues à l'intérieur des partis communistes. Les règles du centralisme démocratique ne sont absolument pas des règles de fonctionnement statutaires. Ce sont des règles non écrites, qui ont été imposées peu à peu dans la vie des partis communistes et qui ne sont rien d'autre que des règles de fonctionnement staliniennes. Elles n'existaient pas ainsi à l'époque de Lénine. Il y a eu une déviation stalinienne de la pratique du centralisme démocratique.

Deux problèmes doivent être posés clairement. Le premier est celui de la circulation des idées dans le Parti. Il ne peut pas y avoir de démocratie s'il n'y a pas circulation des idées, non seulement verticale mais horizontale.

— Ce à quoi la direction du P.c.f. s'oppose totalement...

— Elle s'y est opposée au mois d'avril. Mais Paul Laurent vient d'accepter, dans son dernier livre, l'idée d'une modification des statuts qui permette l'ouverture de tribunes de discussion en dehors de la préparation des congrès. C'est admettre que l'on aurait pu publier en avril dans la presse du Parti les articles de ceux qui, comme moi, ont dû écrire dans « le Monde ». C'est admettre aussi qu'à l'avenir il pourra y avoir circulation horizontale des idées. C'est un problème qui peut trouver une certaine solution dans les mois ou les années à venir.

Ce sera évidemment assez long, car nous sommes là non seulement en face de structures constituées, mais aussi devant des mentalités difficiles à transformer.

Le deuxième problème, c'est l'organisation de tendances ou de fractions à l'intérieur du Parti. Sur ce point, je continue à penser que ce n'est pas une bonne chose. Autant je suis pour la liberté de discussion complète, publique, transparente, autant l'existence de tendances qui deviennent forcément des fractions me paraît discutable, et cela à partir même de l'expérience du mouvement ouvrier français et du Parti

→

Jean Elleinstein: "Il n'y a pas d'autre solution qu'une alliance historique entre socialistes et communistes"

→

socialiste en particulier. D'un certain point de vue, cela risque de bloquer la discussion, car les gens ne se déterminent plus en fonction des idées qu'ils veulent développer, mais en fonction de leurs tendances, qui deviennent peu à peu des partis à l'intérieur du Parti, avec leurs hommes, avec leurs « chefs historiques ».

— Ce n'est pas tout à fait faux en ce qui concerne le P.s., mais est-ce que, d'un autre côté, cette diversité n'a pas aidé à son développement ?

— C'est un autre problème. Mais, pour ce qui concerne la discussion elle-même, je préfère des débats ouverts qui puissent aboutir à des « majorités d'idées » en fonction des problèmes posés. Je prends un exemple précis : je suis d'accord avec Althusser sur un certain nombre de problèmes qu'il a posés sur le fonctionnement démocratique du P.c. Sur cette question, je pourrais voter un texte avec lui. Mais, si on discute de la dictature du prolétariat, de la stratégie pour le socialisme en France, de l'alliance historique entre le P.s. et le P.c., de la troisième voie, je n'ai pas le sentiment que nous serions d'accord.

— C'est un peu ce qui existe au P.c. italien, où l'on sait très bien que les membres de la direction n'ont pas la même appréciation sur tous les problèmes...

— Exactement. Je ne suis pas du tout contre le fait que des dirigeants du P.c.f. puissent exprimer des opinions différentes, même sur des problèmes importants, à un moment donné.

— Donc libre expression, mais pas de tendances organisées...

— Oui, je pense même que les tendances risqueraient d'avoir un effet désorganisateur et de provoquer des éclatements. L'histoire du mouvement ouvrier français — et pas seulement du Parti socialiste français — montre qu'il y a là un problème réel.

Cela étant dit, le plus grand danger dans le P.c.f. n'est pas qu'il y ait des fractions et des tendances, mais au contraire qu'il n'y ait pas assez de liberté de discussion et de transparence des débats.

— Une autre insuffisance que vous avez constatée dans les conclusions tirées du 22e congrès touche à la critique de l'U.r.s.s. Il y a quelques mois, la direction du P.c.f. avait fait mettre au pilon une brochure où l'on voyait Pierre Juquin serrer la main de Leonid Pliouchtch. Et voici tout d'un coup que le Parti publie, avec une caution officielle du bureau politique, un livre critique : « l'U.r.s.s. et nous ». N'y a-t-il pas là une certaine incohérence ? Et, sur le fond, comment jugez-vous ce livre ? Aborde-t-il suffisamment la question de la responsabilité même du système soviétique dans les blocages qui existent aujourd'hui en U.r.s.s. ?

— Oui, il aborde cette question. C'est même la première fois qu'elle est posée non plus seulement au niveau des responsabilités personnelles ou des conditions historiques de la révolution d'Octobre, mais au niveau des mécanismes qui ont conduit au stalinisme. Ce qui fait l'insuffisance de ce livre, c'est qu'il ne va pas jusqu'au bout dans cette démarche. Il montre bien une partie de la réalité, mais il n'en tire pas toutes les conséquences. Il n'explique pas les raisons qui font que ce système a produit le stalinisme et qu'il continue à produire ce qui se passe aujourd'hui en U.r.s.s. et que j'appellerai un stalinisme « mou » par rapport au stalinisme sanglant de l'époque de Staline. Il n'y a heureusement aucune comparaison, mais il y a encore beaucoup trop de gens dans les camps et, surtout, les structures de l'Etat sont restées en place. Il n'y a aucune liberté publique en Union soviétique. Voilà les problèmes qu'il faut aborder de front. Et je ne dis pas cela seulement pour les communistes. Même les intellectuels socialistes ne sont pas toujours offensifs sur ce terrain, qu'il n'y a aucune raison de laisser à la droite. Il y a dans toute la gauche française, à l'égard de ces problèmes, une certaine prudence, qui est sans doute due pour une part à l'attitude du P.c.f. lui-même qui, pendant des années, a en quelque sorte imposé aux non-communistes l'idée qu'en parlant de la réalité soviétique ils allaient apporter de l'eau au moulin de l'anticommunisme. Je crois, au contraire, que c'est en traitant franchement et totalement ces problèmes que nous rendrons crédibles et convaincantes l'idée de l'alliance historique entre socialistes et communistes et l'originalité de la troisième voie.

Sur ce terrain, personne ne pourra remplacer l'analyse que les communistes feront, d'une part, de l'Union soviétique, de son passé et de son présent et, d'autre part, de leur propre comportement. Pour l'instant, nous sommes dans une zone un peu floue : le Parti communiste n'est plus ce qu'il était et il n'est pas encore ce qu'il devrait être. D'où les difficultés actuelles, sa crise d'identité, son inquiétude et, paradoxalement, le renforcement de cette mentalité de forteresse assiégée dont j'ai déjà eu l'occasion de parler.

Il faudrait que les socialistes comprennent mieux ce comportement — je ne dis pas qu'ils l'approuvent... Devant ce type de difficultés, il y a toujours une tentation de retourner à son ghetto. C'est plus confortable, il y a moins de risques, mais en même temps cela se traduit par une érosion électorale. Quand le P.c.f. va-t-il sortir de cette contradiction ? Il est impossible de le dire aujourd'hui, mais inévitablement il sera dans la nécessité d'aller dans la voie que nous venons de définir et qui est la seule voie possible aujourd'hui pour un parti communiste en Occident, et particulièrement en France, où tout prouve que, en dépit de l'échec de mars, l'aspiration au changement demeure profonde et sans doute majoritaire.

Comment reconstruire l'Union de la gauche, comment réaliser l'alliance historique, c'est-à-dire l'accord à long terme entre le P.c. et le P.s., comment insérer des forces nouvelles dans ce processus d'alliance, comment développer le mouvement populaire, comment aboutir à un projet de société, c'est cela que les Français attendent aujourd'hui des socialistes et des communistes. Tout le reste, c'est un peu de la littérature...

(Entretien réalisé par
CLAUDE ESTIER
et GUY PERRIMOND)



Georges Marchais et Enrico Berlinguer, la semaine dernière à Paris.

TROIS QUESTIONS SIMPLES

Dans cette agitation orchestrée autour du Parti socialiste, comment dire son mot sans ajouter au trouble ? Doit-on se taire sous prétexte de discipline ? Ne faut-il pas plutôt, à propos de ce tapage, donner sa seule opinion, sans agressivité, sans hypocrisie et surtout sans certitude ? Le socialisme est-il en crise ? Y a-t-il au Parti de graves divergences politiques ? Subissons-nous l'effet d'ambitions de personnes ? Voilà trois questions que se posent, je crois, la plupart des membres du Parti.

1. — Le socialisme français est-il en crise ? On pourrait le croire, puisque, malgré les élections partielles — hirondelles qu'on nous dit sans printemps —, beaucoup d'« observateurs », évidemment amicaux, déclarent notre stratégie dans l'impasse, notre projet sans force de conviction, notre langage inadapté.

On pourrait le croire encore, puisque Michel Rocard — et c'est un point qui m'a choqué — n'hésite pas, dans « l'Unité », à tracer une analogie entre le langage et la pratique du Parti que nous avons recréé après Epinay et ceux de « l'hiver noir du socialisme », de « l'époque des dissimulations et des capitulations », de la guerre d'Algérie et de la troisième force.

Pour comprendre la période dans laquelle ils vivent, les socialistes n'invoquent pas la mode, l'information orientée ou la subjectivité. Ils placent la situation du moment dans sa perspective historique, ils cherchent à dégager ses lignes de force, du point de vue de l'intérêt du plus grand nombre. Sous cet angle, ce qui frappe, ce n'est pas le déclin, mais la montée du Parti socialiste. L'arbre est dans sa sève. Par son militantisme, ses électeurs, sa présence dans le débat d'idées ou son implantation dans les réalités locales, par son prestige international, le Parti socialiste a fait une percée, encore insuffisante, mais décisive. Il est le facteur neuf de la vie politique française.

Pourtant, ce mouvement n'a-t-il pas trouvé son terme en mars 1978 ? Le maintien au pouvoir de la coalition de droite ne représente-t-il pas un tournant historique qui justifierait une révision fondamentale ? Réfléchissons. Les masses populaires ont-elle subi une défaite écrasante ? Sommes-nous au Chili ? Ou en Espagne au début du franquisme, au seuil du long tunnel de l'Histoire ? La décence nous souffle que non. En mars 1978, nous avons perdu des élections après avoir eu la majorité des voix au premier tour. C'est une grande déception, ce n'est pas un tournant.

Mais l'attitude du P.c.f: — avant mars et maintenant — ne rend-elle pas caduque notre stratégie ? Là encore, la réponse est simple. Elle est en nous, pas chez notre partenaire : si le Parti socialiste refuse l'alliance à droite — et qui la veut chez nous ? —, il restera nécessairement dans l'Union, dans le « pays de la gauche ». Faudra-t-il y vivre autrement ? Sans doute. Plus proches du P.c. ? Plus autonomes ? Plus tolérants ? Plus combatifs ? Avec un programme commun ? Sans ce programme ? Nous en déciderons en fonction des circonstances. Faudra-t-il attendre plus longtemps le pouvoir ? C'est possible, ce n'est pas sûr. Sur tous les continents, des millions d'hommes combattent, et attendent. Doivent-ils se rallier à la force qui les opprime, doivent-ils tourner le dos aux masses qui les poussent, pour sentir le goût frais du pouvoir ? Si nous répondons non, alors la stratégie n'est pas caduque.

Et puis, les élections partielles livrent des enseignements. Elles attestent que la montée du Parti socialiste dans le pays — malgré le coup de frein de 1978 — ne demande qu'à se poursuivre. Elles indiquent que, dans quatre endroits différents de la géographie politique de la France, une fraction — parfois considérable — de l'électorat ouvrier du Parti communiste a préféré, dès le premier tour, voter socialiste plutôt que pour la désunion. La leçon de mars 1978 chemine : je crois l'événement plus historique que tel ou tel sondage d'opinion. Face aux hésitations stratégiques du P.c., notre parti commence à apparaître comme la force de changement essentielle, comme la menace la plus concrète pour l'ordre établi du chômage, de l'injustice, des violences internationales. C'est pourquoi des forces puissantes, à droite et malheureusement à gauche, voudraient que le P.s. se déplace sur l'échiquier politique ou, à défaut, se divise et s'affaiblisse.

2. — Y a-t-il au Parti de graves divergences politiques ? Devons-nous, sous prétexte de ces pressions extérieures, éviter tout débat, feutrer les critiques, prôner l'immobilisme en notre sein ? Sûrement pas. Ne nions pas nos défaillances. Parlons sérieusement des problèmes qui sont les nôtres. Est-ce toujours le cas ? Je ne le crois pas.

Prenons un exemple parmi d'autres. Le Parti socialiste est insuffisamment ouvrier, c'est vrai. Mais on ne peut sans démagogie oublier les racines historiques de cet état de fait. La tradition du mouvement ouvrier français — celle de la Charte d'Amiens — a fait que le mouvement syndical (réservoir naturel des cadres ouvriers) et le mouvement politique socialiste se sont développés séparément. La politique des temps de guerre froide a, en outre, coupé les socialistes d'une partie au moins de la classe ouvrière, dont nous commençons seulement la reconquête. « Il faut des dizaines d'Yvon Tondon », affirme M. Rocard. « Il faut un parti plus proche des travailleurs... par la composition de ses organes dirigeants », lui fait écho G. Sarre. Certes ! Mais, si c'était si simple à faire, nul doute que les dirigeants du Ceres et l'entourage de M. Rocard auraient d'autres origines sociales et qu'ils auraient délégué à la direction du Parti d'autres représentants. La plupart des traits négatifs qui subsistent au Parti nous concernent collectivement. Ne faisons pas nos Pâques sur le dos du voisin.

Avons-nous des divergences sur les grands problèmes de l'époque ? Pas sur leur énumération, en tout cas. Michel Rocard nous les désigne : « Energie, crise économique et chômage, maintien du sous-développement, extension du phénomène totalitaire », etc. Georges Sarre complète : « Rupture avec le capitalisme, autogestion, construction d'une société socialiste en France », etc. Je ne suis pas sûr que nos militants tiendront ces points pour des révélations.

Le problème est-il donc d'en parler autrement ? Pourquoi pas ! S'il y a vraiment des sujets neufs (télématique, nucléaire, droit à la différence, etc.), il faut sans doute un nouveau langage. Mais sur les « vieux » problèmes, camarades : l'exploitation de l'homme par l'homme, le pouvoir du capital sur la société, l'impérialisme, etc., n'est-il pas prudent de conserver le « vieux » langage ?

Nous avons des choses à débattre. La rigueur économique, sans doute. Mais aux dépens de qui et au profit de qui ? Cette rigueur doit imprégner chacune de nos propositions, chacun de nos actes. Elle n'est pas un thème idéologique. Elle ne dispense pas de porter jugement sur l'orientation même de la politique suivie. A cet égard, G. Sarre a raison de dire que ce qui différencie les conceptions de politique économique des socialistes de celles de M. Barre n'est pas seulement la « hiérarchie des priorités ». Plus près des faits, nous avons à débattre et à trancher de bien des choses : les nationalisations, les trente-cinq heures, l'idée que se font certains de l'ouverture politique, la place de l'expérimentation sociale, la tentation nationaliste, l'exercice de la démocratie interne. Mais, pour en parler, pour que les militants jugent, l'endroit logique est le Parti lui-même. Alors, pourquoi cette floraison à l'extérieur ?

3. — Subissons-nous l'effet d'ambitions de personnes ? Honnêtement, je crois que oui. Je crois en plus qu'elles n'ont rien d'illégitime. Ces problèmes de personnes sont toujours difficiles à traiter pour les socialistes. Par conviction, nous croyons à l'action collective. Par réalisme, nous mesurons le rôle des individus. En outre, les mœurs du temps et la nature des institutions politiques de la France poussent à la personnalisation.

Est-ce une raison pour tout subir ? Non. Quelques principes devraient nous guider.

Les socialistes, rassemblés dans leur parti, doivent régler les problèmes de candidature ou de direction dans des conditions déterminées par eux, au moment où ils le veulent, autour des idées qui sont les leurs. Ils ne veulent pas qu'on décide à leur place, de l'extérieur, à un moment qu'ils n'ont pas choisi. C'est ce que l'on tente de faire actuellement.

La justification profonde d'une ambition, c'est qu'elle rejoigne un mouvement collectif plus profond. François Mitterrand est-il ambitieux pour lui-même ? Qu'on le lui demande ! En tout cas, son aventure individuelle a aussi incarné le rassemblement des socialistes, le renouveau de leur parti, la montée historique de la gauche. C'est cela qui lui a donné son sens. Pour lui ou pour tout autre, c'est cela qu'il ne faudra pas perdre.

Le moment venu, il faudra choisir ce qui rassemble et non ce qui divise, ce qui enracine notre projet politique et non ce qui l'affecte. Pour le moment, qu'on laisse la place aux débats sur le Parti et sur le projet des socialistes ! Ils nous permettront justement de décider quels hommes nous devons choisir et pour faire quoi.

LIONEL JOSPIN

QUI VEUT LA PEAU DE VINCENNES ?

Un gouvernement qui liquide la sidérurgie, les chantiers navals, le textile n'aura aucun scrupule à liquider une université qui le dérange

« Vincennes ? C'est un jardin d'enfants pour farfelus ! » Non, pour une fois le mot n'est pas d'Alice Saunier-Seïté. Mais de Claude Frioux, président de Vincennes de 1971 à 1976, le premier qui a pu « tenir » cinq ans, durée normale d'un mandat. « Jardin d'enfants pour farfelus, c'est ainsi, accuse Claude Frioux, que le gouvernement considère Vincennes. »

Alors que l'université Paris-VIII, à l'étranger, jouit d'une réputation enviée, que l'on se penche avec intérêt sur les expériences pédagogiques qui y sont menées, Vincennes, pour les Français, est synonyme de laxisme, de sexe et de drogue. Et menacée de disparaître.

C'est pourquoi les cinq responsables successifs de l'université depuis sa création — Jacques Droz en 1969, Jean Cabot en 1969-1970, Michel Beaud en 1971, Claude Frioux de 1971 à 1976 et Pierre Merlin depuis 1976 — ont tenu, le vendredi 6 octobre, une conférence de presse au cours de laquelle ils ont rappelé les difficultés que n'a cessé de connaître leur université.

Difficultés de fonctionnement, dues, d'abord, à l'agitation permanente des premiers mois, aux tensions à l'intérieur des groupes d'étudiants comme d'enseignants. Difficultés, ensuite, une fois les luttes apaisées, devant l'absence de moyens, alors qu'à Vincennes tout était à inventer. Difficultés, enfin, devant le nombre croissant d'étudiants, notamment des travailleurs, attirés là par des possibilités inexistantes ailleurs.

Péripéties multiples que l'on a qualifiées de « folklore ». Mais le folklore, aujourd'hui, n'est plus à Vincennes. Il est plutôt dans les propos du ministre des Universités, qui déclarait — entre autres — en juillet dernier qu'à Vincennes « on avait délivré des diplômes à un cheval ».

Trente mille étudiants sur sept hectares

Vincennes accueille actuellement trente mille étudiants. Et non six à sept mille, comme l'a prétendu Alice Saunier-Seïté. Mensonge facilement dénoncé puisqu'un rapport du 4 février 1978, établi par l'Inspection générale de l'Administration — dépendant directement du ministère des Universités — évaluait à vingt mille les étudiants « fréquentant régulièrement Paris-VIII en 1976 » et précisait que ce chiffre était, depuis cette date, en « augmentation sérieuse ».

Ces trente mille étudiants s'entassent tant bien que mal sur les sept hectares de Vincennes. Comment tiendraient-ils sur les deux de Saint-Denis où veut les installer autoritairement le ministre des Universités ?

« Même en les empilant les uns sur les autres, Mme Saunier-Seïté ne pourra jamais les faire tenir », a déclaré M. Josefowicz, président de Paris-XIII.

L'hippodrome plutôt que l'université

D'autres terrains, pourtant, sont possibles. A Montreuil, à Bobigny, ou encore à Marne-la-Vallée, « solution que nous n'avons jamais rejetée définitivement, a rappelé Pierre Merlin, mais qui demandait discussion. »



Le maintien dans le bois de Vincennes même ne pourrait-il être envisagé ? « Nous n'occupons que sept hectares sur les neuf cents du bois, souligne Pierre Merlin. La destruction des bâtiments existants et leur reconstruction ailleurs coûteront plus de cent millions de francs. Ne doit-on pas s'interroger sur ce gaspillage ? Bien sûr, Jacques Chirac déclare vouloir rendre le bois aux Parisiens. Pourquoi, alors, ne supprime-t-il pas aussi les concessions privées du bois de Boulogne ? Pourquoi autorise-t-il l'agrandissement de l'hippodrome ? »

Aucun argument sérieux n'a été avancé par Alice Saunier-Seïté pour rejeter les diverses propositions d'implantation faites par Pierre Merlin.

Il faut bien alors admettre qu'Alice Saunier-Seïté veut réellement « assassiner » Vincennes.

Par le démantèlement et la normalisation.

Un transfert dans des locaux plus petits permettrait, par exemple, la suppression de certains départements. La reprise en main des programmes et des enseignants.

Quelque chose de très important

Ce serait aussi, probablement, la fin, pour les personnels et pour les étudiants, d'une expérience qui a réussi : la crèche et l'école maternelle dans l'université. Déjà, la crèche — qui peut accueillir soixante enfants — n'en compte que trente, faute de personnel qualifié.

« Vincennes a été créée, explique Claude Frioux, dans l'affolement démagogique du pouvoir, après les remous de 1968. Vincennes est un acquis. Et l'on veut revenir sur cet acquis. » « Un gouvernement, a poursuivi Michel Beaud, qui liquide la sidérurgie, les chantiers navals, le textile, n'aura aucun scrupule à liquider aussi facilement une université qui le dérange. »

Car Vincennes dérange. Université « pas comme les autres », elle ne se prend pas pour une université pilote. Mais elle tient à son caractère expérimental. Et, si on ne lui a pas facilité la tâche — la structure a été mise en place, mais on ne lui a jamais permis de bien fonctionner — pourtant, Vincennes a tenu bon. Pour combien de temps encore ?

« Vincennes, dit Claude Frioux, représente quelque chose de très important dans la liberté d'expression et de recherche. »

C'est cette liberté que l'on veut, aujourd'hui, supprimer.

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

changer la vie politique

François Mitterrand reprendra sa chronique « Ma part de vérité » la semaine prochaine.

Le P.s. et les entreprises

Ordre du jour de la réunion de la commission nationale Entreprises du P.s., qui s'est tenue dimanche 8 octobre : le lancement d'une grande campagne nationale en direction des travailleurs. Axée essentiellement sur les problèmes d'emploi, elle sera élargie en novembre aux conditions de travail, puis en décembre au problème fondamental des inégalités. « On ne peut évidemment traiter cela, a déclaré François Mitterrand, sans mettre en cause l'ensemble des structures et la politique économique du pouvoir. »

Autre aspect de cette campagne : engager plus encore auprès des sections et des groupes socialistes d'entreprise les responsables du P.s., à tous les échelons, ainsi que tous les élus.

Priorité donnée également à une implantation du P.s. dans l'entreprise. Il faut qu'il y ait des sections partout, et en particulier dans les entreprises de plus de mille salariés. Aujourd'hui, on compte mille deux cents sections ou groupes d'entreprise : il s'agit d'en avoir deux mille en 1979.

Le premier secrétaire a mis les choses au clair : « Nous ne nous plaçons pas en adversaires du Parti communiste. Comme nous sommes l'une des branches principales du mouvement ouvrier, nous entendons remplir notre mission. D'autre part, nous veillons à ce que le travail des syndicats et le travail des partis politiques ne soient pas identiques. Nous n'entendons pas nous substituer aux syndicats et, de ce point de vue, les choses se passent très correctement. »

Ajoutons que l'un des textes adoptés à l'unanimité par la C.n.e. souligne que « la réduction du temps de travail à 35 h sans diminution de salaires, après négociation entre les partenaires sociaux, constitue un objectif prioritaire ».

Les lunettes de Salini

Dans le commentaire — dérisoire — qu'il a consacré dans « l'Humanité » de mardi à l'émission « Cartes sur table » du 9 octobre (sur Antenne 2) avec François Mitterrand, Laurent Salini a eu au moins une phrase de trop. « Chez Mitterrand, Rocard ou Mauroy, écrivait-il, les jeux présidentiels et la charge contre le P.c.f. Pour les communistes, la lutte. Aux ateliers Terrin, à La Ciotat, à Longwy, à Neuves-Maisons, la lutte et l'appel aux forces du peuple pour reconstruire l'union. »

Chez Terrin ? Mais n'est-ce pas les communistes qui ont refusé le plan de sauvetage de l'entreprise mis en œuvre par Gaston Defferre et la municipalité socialiste de Marseille ?

A Longwy, à Neuves-Maisons ? Mais pour qui donc ont voté, il y a trois semaines, les ouvriers lorrains ? Pour le candidat communiste, qui a perdu des voix, ou pour le socialiste Yvon Tondon, qui a été triomphalement élu contre Servan-Schreiber ?

Il est vrai que si Salini s'en tenait à la réalité des faits, il n'aurait plus grand-chose à écrire !

Le Larzac ne cédera pas

Le gouvernement a engagé l'épreuve de force au Larzac. En effet, le 28 septembre, le préfet de l'Aveyron a pris les premiers arrêtés de cessibilité pour deux communes (La Cavalerie et La Roque-Sainte-Marguerite), dont les territoires sont compris dans le périmètre d'agrandissement du camp militaire.

« Il s'agit là d'un véritable coup de force envers les agriculteurs de cette région dont la majorité d'entre eux ont, à juste titre, refusé de céder leurs terres à l'armée, marquant ainsi leur opposition au projet », déclarait Christian Nucci, député socialiste de l'Isère, qui a posé, le 5 octobre, une question orale au ministre de l'Agriculture. A noter que c'est le ministre de la Défense qui lui a répondu.



Sur le Causse, où on est toujours déterminé à résister, on fait remarquer qu'en sept ans l'armée n'a pu acquérir que 38 % des surfaces convoitées. Le combat — qui n'avait jamais vraiment cessé — des paysans contre les chars est entré dans une phase cruciale : les paysans et les Comités Larzac ont lancé un appel urgent à toutes les organisations qui soutiennent leur lutte. Le 5 octobre, ils ont été reçus au siège du Parti socialiste par Pierre Bérégovoy, secrétaire national, et par les députés Christian Nucci et François Autun.

Les paysans et les Comités Larzac ont prévu pour le 28 octobre une journée nationale d'action à laquelle participeront les élus socialistes et les militants aveyronnais qui depuis six ans les soutiennent dans cette résistance exemplaire pour garder le Larzac.

Le sommaire particulièrement riche de ce numéro nous oblige à reporter la publication des nombreuses lettres que nous avons reçues concernant le débat dans le P.s. Nous leur consacrerons une large place la semaine prochaine.

Etats généraux des communes rurales à Limoges

Plus de cinq cents élus socialistes ont participé, les 7 et 8 novembre, aux Etats généraux des communes rurales, organisés à Limoges par la Fédération des élus socialistes et républicains.

A quelques semaines de l'ouverture des débats parlementaires sur les projets de loi relatifs à la réforme des collectivités locales, les participants à cette réunion ont réfléchi sur le projet d'une transformation profonde des institutions locales, présenté par André Chandernagor, président du conseil régional du Limousin.

Ils ont dénoncé l'hypocrisie du gouvernement, qui ose aujourd'hui parler de décentralisation au profit des communes après avoir organisé leur asphyxie.

Bien que défenseurs de l'autonomie de la commune, les élus socialistes se sont prononcés pour la création d'un second niveau de gestion, géographiquement plus

→

changer la vie sociale

large que la commune (canton ou « pays »), doté de ressources propres et à même de gérer les équipements lourds des communes le composant. Cette nouvelle organisation collective aurait une assemblée élue au suffrage universel direct. Afin de ne pas multiplier les élections, les conseils généraux seraient composés de délégués de cantons et de villes. La définition claire du département comme collectivité locale disposant d'un domaine propre suppose, évidemment, dans ce projet, la suppression du pouvoir préfectoral et l'élection de l'exécutif départemental.

Parlant de l'importance de ce projet de réforme des institutions, François Mitterrand devait déclarer qu'il représentait « la réponse qu'aucun parti n'avait jamais donné dans l'histoire de la politique française ».

Saint-Florentin (Yonne) : une petite ville qui meurt dans l'indifférence

Depuis quelques mois, les entreprises ferment leurs portes une à une à Saint-Florentin, dans l'Yonne : Sitar (Ski), Boxal (filiale d'Alusuisse), Galvacentre, et maintenant B.s.f. (chaudronnerie).

Chez B.s.f., cent vingt travailleurs sont menacés de licenciement, alors que le canton compte plus de 10 % de chômeurs. La section locale et les élus municipaux P.s. et M.r.g. soutiennent activement les travailleurs en lutte pour la conservation de leur emploi, face à l'indifférence totale des pouvoirs publics devant cette situation angoissante.

Industrie navale : climat toujours tendu

Le 20 octobre convergeront sur Paris, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., les travailleurs de l'industrie navale. Une marche nationale ne sera, en effet, pas de trop pour souligner la gravité de la situation dans ce secteur.

A Marseille, aussi bien chez Terrin qu'aux Chantiers de La Ciotat, le climat reste très tendu. Des grèves continuent de paralyser certaines filiales du groupe Terrin, dont Sud-Marine, la C.m.r. et les Etablissements Paoli. Du côté de la direction, on s'indigne contre ces débrayages qui font fuir les derniers clients vers d'autres chantiers plus calmes. Du côté de la C.g.t., on dénonce les manœuvres de diversion et on exige l'ouverture de négociations pour une reprise immédiate de toutes les activités chez Terrin : non seulement du secteur industriel, mais aussi de la réparation navale.

A La Ciotat, les 1 212 lettres de licenciement ont été envoyées. A l'arrivée des premières, le 6 octobre dernier, les salariés ont arrêté spontanément le travail sans mot d'ordre syndical ni assemblée générale. Lundi dernier, le port de Marseille était toujours paralysé quand le groupement des entreprises sous-traitantes (258 usines, employant 2 000 salariés) a annoncé, à son tour, son intention de licencier 1 200 travailleurs.

Autoroute bloquée, trafic ferroviaire interrompu au cours de l'après-midi, les opérations-surprises se multiplient à l'appel de l'intersyndicale C.g.t-C.f.d.t.-F.o. En début de semaine, l'heure n'était pas à l'apaisement. Le tribunal de grande instance de Marseille devait examiner, le 10, un référé introduit par les responsables des entreprises Sud-Marine, C.m.r. et Paoli pour occupation illégale des locaux.

Fêtes du P.s.

14 ET 15 OCTOBRE

Organisée par la section toulousaine du P.s.

FETE DE LA ROSE

au Parc des Expositions à Toulouse
Carrefours-Débats avec Claude Estier, Christiane Mora, Edwige Avice, René-Victor Pilhes, etc.

Partie artistique avec Nicolas Peyrac, Herbert Pagani, Francesca Solleville, Joan-Pau Verdier, etc.

Allocution politique de Pierre Mauroy

Organisée par la Fédération de l'Ain

FETE DE LA ROSE

au parc des expositions de Bourg-en-Bresse

Partie artistique avec Mouloudji et Nina Corot

Allocution politique de François Mitterrand

Organisée par la Fédération de la Manche

FETE DE LA ROSE

à Coutances, stadium Marcel Hélie

Partie artistique avec Luce Gauthier et les Quilapayun

Allocution politique de Michel Rocard

Organisée par la Fédération du Tarn

FETE DE LA ROSE

à Albi

Allocution politique de Claude Estier

LES 21 ET 22 OCTOBRE

Organisée par la Fédération du Territoire de Belfort

FETE DE LA ROSE

au centre Benoît-Frachon, à Belfort

Variétés, stands, forums

Meeting politique avec Yvon Toudon, Edwige Avice et Pierre Guidoni

Grèves à l'A.n.p.e.

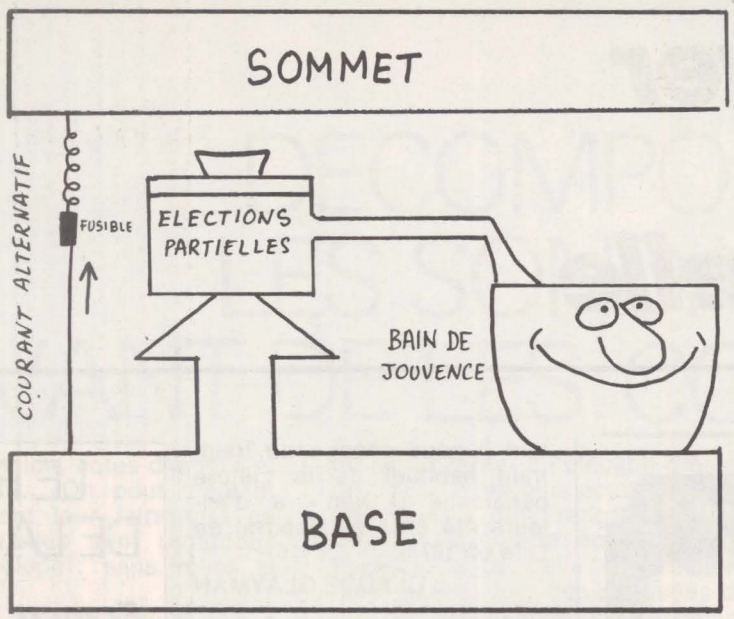
Grève tournante de trois jours par semaine à partir du 5 octobre : c'est ce qu'ont décidé les salariés de l'Agence nationale pour l'emploi avec la C.g.t. et la C.f.d.t. La première semaine, tous les bureaux de l'A.n.p.e. seront en grève le jeudi, puis le mercredi et le jeudi 12. La semaine d'après, les grèves recommenceront mardi, mercredi et jeudi. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que soit abandonné le projet de réforme que le ministre du Travail est en train d'essayer de mettre en place. « Le rapport de Boulin prévoit, en fait, une liquidation pure et simple de l'agence, ont redit la C.g.t. et la C.f.d.t. (cf. « l'Unité » n° 306). Ça serait la fin du service public et gratuit que la nation doit aux travailleurs privés d'emploi. »

Par répercussion, les neuf mille salariés de l'Agence se voient directement menacés. Les syndicats, décidés à tout faire pour s'opposer à ce projet, ont retiré immédiatement tous leurs représentants dans les organisations et commissions de l'A.n.p.e. Ils vont s'adresser aux parlementaires de gauche et appeler l'ensemble des personnels à agir vite et fort et à participer massivement aux grèves nationales.

Bata use de menaces

« Pas un pas sans Bata », affirme une publicité de cette marque de chaussures. Une chose est certaine : dans le chantage à l'emploi, Bata vient d'aller plus loin.

Neuvic-sur-l'Isle (Dordogne) : le directeur général de l'usine Marbot, du groupe Bata, a écrit aux maires de soixante communes avoisinantes. Pour leur demander à chacun une participation de 1 330 F pour le transport des mille quatre cents habitants de leur commune qui viennent travailler dans son usine. Autrement dit, le directeur de l'usine Marbot ne voit pas pourquoi il



on est "kit"

PAR PIEM

La situation est bloquée, et notre meilleur bricoleur de France n'arrive pas à résoudre la conjoncture ; c'est pourquoi nous vous proposons ici de courtes fiches techniques à la portée de tous, qui vous permettront de prendre votre destin en main et de le « faire vous-mêmes ».

FICHE 1

Dans sa propre maison.

Comment connecter une base populaire (P) au sommet (S) sans déplacer les bornes.

matériaux à utiliser :
un fer à ressouder
des vices à scier
un bain de jouvence galvanisé

Cette opération demande beaucoup d'attention pour être menée à bien.

En premier lieu, abaisser la tension des transformateurs afin de laisser passer le courant continu des élections partielles, puis souder les interrupteurs afin de bloquer les ressorts des détracteurs.

Nettoyer les vices du système en les trempant dans un bain de jouvence galvanisé par les récents succès.

Intégrer alors plus profondément la base au circuit en évitant de laisser chauffer inutilement les malentendus.

Relier la base au sommet à l'aide des contacteurs intégrés.

Assembler les pièces selon le croquis. Remettre le courant. Si le montage a bien été effectué, tout doit baigner dans l'huile.

financerait lui-même le service de cars qui amène les salariés dans son entreprise.

Et, pour se garantir des velléités d'éventuels mauvais payeurs, le directeur n'a pas hésité à menacer les mairies : si elles ne payent pas, la garantie de l'emploi ne sera pas assurée, et les avantages acquis seront remis en question. Une manière encore inédite d'exploiter la peur du chômage.

Les élus socialistes, réunis à Limoges à l'occasion des états généraux des communes rurales, ont élevé une énergique protestation contre un tel comportement patronal. Ils ont assuré les soixante maires de Dordogne et les mille quatre cents salariés de Bata de leur complète solidarité.

Péniches : Fluctuat nec mergitur

« Sans péniche, Paris pleurniche » : étrange slogan pour une étrange manif, dimanche dernier à Paris. Une vingtaine de péniches voguaient sur la Seine. Défilé de drapeaux et fanfare pour protester contre la dernière de Chirac : le maire de la capitale, sous prétexte de rendre les berges aux piétons, a décidé d'expulser les bateaux amarrés le long de ses quais.

Les gens qui sont visés ont souvent retapé eux-mêmes de vieilles épaves pour y vivre simplement. « C'est nous qui pouvons animer les berges », propose une de ces habitantes privilégiées. Un privilège dont elle a conscience, mais elle ne serait pas opposée à une réglementation plus stricte.

Les Parisiens, en tout cas, semblent d'accord pour garder leurs péniches : en masse, ils signent les pétitions qui circulent.

Habitat : réinventer le hameau

Un autre habitat, c'est possible. L'association Habitat groupé autogéré (4, sentier des Jardies, 92190 Meudon) organise sur ce thème des journées d'études à Orsay, samedi 14 et dimanche 15 octobre.

Leur idée : passer du logement isolé à une unité d'habitation regroupant plusieurs logements, pour une tribu de plusieurs familles, autour de locaux et d'équipements communs. Leur but : permettre à la fois une vie individuelle et une vie collective plus riches, ouvertes sur le quartier. Leur moyen : revendiquer auprès des pouvoirs et de l'opinion la reconnaissance de leur existence.

Il n'est pas facile aujourd'hui de vouloir sortir des cadres bien établis. Renseignements : 928-52-94.

Les villes nouvelles vont mal

Cent cinquante élus de ces cités champignons se sont réunis à Evry, dans l'Essonne : un congrès inquiet. Quelles sont les intentions de l'Etat quant au développement futur de ces villes dont les budgets sont de plus en plus difficiles à tenir ? Personne ne le sait vraiment.

Les élus voudraient surtout que la maîtrise de la construction et de la gestion cesse de leur échapper. Revendication à laquelle ils ajoutent une volonté de concertation étroite avec la population. Mais il leur manque souvent les moyens de la démocratie, c'est-à-dire la possibilité de recruter leur personnel et de discuter d'égal à égal avec les urbanistes de l'Etat et l'administration. En somme, la tutelle est de moins en moins supportée.

Séminaires de formation

Les deux prochains séminaires du Centre national de formation du P.S. auront lieu les 28 et 29 octobre :

* A Meyzieu (Rhône) — « Le libéralisme sauvage : la politique du gouvernement actuel dans son contexte national et international » ;

* A Paris (F.i.a.p., rue Cabanis) — « Le fait associatif et l'intervention socialiste ».

Inscriptions, par l'intermédiaire des secrétaires fédéraux, auprès du secrétariat national à la Formation, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

→

changer la vie culturelle

Le rock, côté cour...

La scène française du rock ne désemplit pas : à peine les Stranglers sortent-ils côté cour, après avoir enflammé Bataclan, que côté jardin apparaît le groupe Van Halen. On entend déjà beaucoup son disque (Warner Bros 56.470), où les frères Halen, l'un guitariste, l'autre batteur, font exploser une musique à l'énergie.

Révélés à Los Angeles, ils reviennent en voisins : les quatre membres du groupe sont néerlandais. Aussi, Paris (le 19 au Pavillon) et Lille (le 20), c'est pratiquement sur leur chemin...

Le « Dieu » de Pierre Henry

Il faut aller voir et écouter « Dieu », de Pierre Henry, inspiré du poème de Victor Hugo. Il le faut, parce que c'est un spectacle original et stimulant, Dieu fait appel aux vers de Hugo, aux numéros d'un « one man show » (Jean-Paul Farré qui récite et joue au sens théâtral le texte vertigineux de Hugo) et à la musique de Pierre Henry, qui est sans références avec la musique classique, associant de la musique de synthétiseur et de la musique concrète.

Il y a donc là une ambition de spectacle total et il est indéniable que nous sommes confrontés à un rare univers sonore dont la tension et la beauté nous surprennent à maintes reprises.

Pourtant, nous ne saurions réprimer un sentiment de déception. Il semble d'abord que ce monde poético-musical n'ait été conçu qu'au premier degré (par exemple, si Hugo évoque des fantômes, on entend des portes craquer et, s'il nomme le diable, la lumière devient rouge). Il y a un côté patronage dans cette mise en scène qui confond le sentiment cosmique avec l'athlétisme, privilégie l'accessoire métallique alors que la musique est déjà tellement technologique. On aurait aimé des moments d'intériorité, d'intimité, alors que nous sommes jetés sans cesse dans une dramaturgie éclatée, inondés par un goutte-à-goutte de mots et de sons dont la densité à la seconde est telle que nous comprenons mal la diction de Farré et que nous nous raccrochons vainement à une musique trop rare.

Une conception plus subtile et moins primaire aurait donné plus de chances à ce fantastique élan lyrique qui reste cependant à découvrir tant il nous change du train-train habituel de la culture parisienne (« Dieu » a d'ailleurs été créé au Festival de Lille en 1977).

CLAUDE GLAYMAN

« Dieu », de Pierre Henry, d'après Victor Hugo, au Palais des Arts (tél. : 278-04-78), jusqu'au 28 octobre. Philips vient de sortir des extraits seulement musicaux de cette œuvre (6510 019).



Grand Jacques

Paris, le 9 octobre

Tout ce que nous pourrions te dire, tu nous l'as déjà chanté. Ta mort, tu l'as hurlée ta vie durant. Cette heure « imbécile et fatale » t'a d'abord fait rire : « J'veux qu'on rie / J'veux qu'on danse... / Quand c'est qu'on m'mettra dans l'trou. » Puis t'a rendu définitivement insolent : « Mourir, cela n'est rien / La belle affaire / Mourir de faire le pitre / Pour dérider le désert / Mourir face au cancer / Par arrêt de l'arbitre. » Le pitre : toi, l'artiste. « Etre artiste, as-tu dit un jour, c'est avoir mal aux autres. » C'est la seule chose que nous ne pouvons taire aujourd'hui : nous avons mal à Brel.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Libre parcours

L'an dernier, chaque édition de « Libre Parcours Variétés », l'émission qu'Eve Griliquez produit et réalise pour France-Culture, était enregistrée au Théâtre de l'Est parisien.

Cette année, le T.e.p. a été investi par Jacques Canetti, vieux « découvreur » sur le retour. Pour les nouveautés, il faudra regarder ailleurs... Eve Griliquez pour sa part, continuent son travail de promotion, ira souvent enregistrer ses spectacles en province. Mais sa première émission de la saison sera accueillie sur la scène de l'Auditorium 105 de Radio-France, ce vendredi 13 octobre à 20 h 30.

Au programme, de la chanson d'expression française : André Simons, Bernadette Rollin, Bernard Haillant et Renaud ; du jazz : le groupe Eccco, Michel Precastelli, Bernard Teissier et Jean-Claude Jouy ; du classique : Ramon de Herrera et Georges Genais, Françoise Douchet et Stéphane Gremaud ; de la chanson étrangère : le groupe de femmes algériennes Djurdjura ; et de l'humour : André Valardy.

Clash à Paris

On connaît les Sex Pistols, la formation anglo-saxonne de punk-rock. On connaît moins les Clash ; et c'est sans doute injuste. Car ce groupe au ton musical agressif sait aussi faire la preuve de ses connaissances en se prélassant dans le reggae comme un poisson dans l'eau.

Les Clash nous viennent de Londres et investissent Paris, au Stadium, le 16 octobre. Des « petits nouveaux » à ne pas négliger.

LE ROMAN DE LA SEMAINE

Franco la Muerte

Le franquisme a désormais son médecin légiste. Pour l'autopsie. Augustin Gomez-Arcos s'est présenté. Avec, pour seul scalpel, son écriture qui décortique « la bête » dans un français d'une richesse et d'une beauté inouïes. Bien que l'espagnol soit sa langue maternelle, c'est directement dans la langue de Victor Hugo qu'il a signé son accablant rapport : « Scène de chasse (furtive) » (Stock). Par-delà les fantasmes et les rêves, ses mots charrient le sang (de la mort) et la merde (de la peur) que le Caudillo a semés pendant des décennies : réalités biologiques dont le fascisme à l'espagnole s'est nourri et dont il a péri. Gomez-Arcos ne pouvait, pour dire sa honte et son dégoût devant cette horreur historique, choisir meilleur exemple que la vie et la mort de don German Enriquez, « chef de la police ». Eminent tortionnaire, adepte de la surenchère en ce domaine si étroit, il est cet humain qui devient monstre par le plaisir qu'il prend à voir éclater les ventres et se relâcher les sphincters. Sa carrière pousse sur le fumier de la misère des autres. Telle un boomerang, la haine lui reviendra à la gueule à la mort de Franco la Muerte : il sentira sa vie s'écouler par les trous faits par quelques balles vengeresses et furtives. Chez Gomez-Arcos le réalisme le plus sordide atteint les dimensions du fantastique. Et la rage exorcise la douleur.

JEAN-PAUL LIEGEOIS



DECOMPOSER LES SONDAGES —AVANT DE LES COMMENTER—

PAR JEAN-MARC LECH
directeur général de l'Ifop

Enquêtes d'opinion, cotes d'amour et cotes d'avenir... On peut d'autant plus facilement leur faire dire ce que l'on veut qu'elles sont regardées avec l'œil du Cyclope : sans relief et sans profondeur.

Un sondage, en effet, quel qu'il soit, a toujours une histoire, c'est-à-dire qu'il est reliable à d'autres enquêtes du même type conduites précédemment ; le résultat brut d'un sondage digne de ce nom est, de surcroît, toujours déclinable selon ses ventilations socio-démographiques ou politiques.

Dans la grande affaire qui occupe aujourd'hui des observateurs politiques — le niveau de popularité de François Mitterrand et de Michel Rocard —, l'archaïsme, pour moi, est que personne n'ait cherché à produire de la documentation — aux fins de meilleure réflexion — sur les courbes existant pour les deux hommes depuis dix ans et sur les ventilations de détail du sondage du « Journal du dimanche », lequel plaçait François Mitterrand et Michel Rocard à 45 % chacun d'opinions favorables.

La popularité d'un leader politique, pour l'Ifop, c'est une question simple : le connaît-on (définition de la notoriété) et, si oui, en a-t-on une opinion positive, une bonne opinion, ou une opinion négative, une mauvaise opinion ? S'agissant de MM. Mitterrand et Rocard, cette même question, invariable, est posée depuis dix ans. Etablissons la comparaison des réponses « bonnes opinions » uniquement. Cela permet de constater que la popularité de François Mitterrand est directement dépendante de l'image qu'a la gauche, toute la gauche, dans le pays : effondrement entre avril et novembre 1968, récession après la défaite électorale de 1973 et l'échec présidentiel de 1974, reflux à partir de l'automne 1977, dès lors que la gauche apparaît plus divisée qu'unie.

En période d'union de la gauche, François Mitterrand bénéficie d'un quasi-plébiscite en terme d'opinions favorables de la part des électeurs socialistes et communistes. En période de crédibilité de la victoire de la gauche, il recueille aussi alors des opinions positives d'électeurs qui, de toute façon, voteront pour la majorité. C'est ainsi que peut s'expliquer le niveau record d'avant l'élection de 1974 et celui, plus exceptionnel encore, du printemps et de l'été 1977.

Michel Rocard dispose, lui, d'une courbe beaucoup plus classique ; avant de se présenter à l'élection présidentielle de 1969, il a été plus populaire — et assez nettement — que François Mitterrand ; et, depuis, sa courbe épouse les grandes fluctuations de celle du premier secrétaire du P.s., lors des poussées de fièvre ou des reflux, mais en présentant beaucoup moins d'amplitude ; la courbe de popularité de Michel Rocard est plus institutionnelle, proche probablement de celle d'autres leaders socialistes connus — Gaston Defferre ou Pierre Mauroy.

Tous les sondages de popularité de l'Ifop étant construits sur des bases statistiques, qui conforteront les plus vigilants des observateurs : deux mille interviews chaque fois, il est possible d'approfondir cette égalité à 45 % constatée dans l'enquête du « Journal du dimanche ». Tout se passerait, en effet, si l'on ne prenait en compte que ce chiffre de 45 %, comme s'il devait se bâtir par d'autres égalités enregistrées dans les différentes couches démographiques, sociales ou politiques du pays. Or, rien n'est plus faux : l'égalité d'ensemble masque des différences profondes de détail.

La plus importante est de nature politique : sur 100 électeurs qui se souviennent d'avoir voté pour un candidat du Parti communiste en mars dernier, 74 ont une bonne opinion de François Mitterrand ; le pourcentage est de 76 lorsqu'il s'agit d'électeurs qui déclarent avoir voté P.s.



S'agissant de Michel Rocard, les chiffres sont de 55 % d'opinions positives dans l'électorat P.c. (moins 19 par rapport à Mitterrand) et de 63 % dans l'électorat P.s. (moins 13 par rapport à Mitterrand). Les données sont exactement inverses pour les électeurs de la majorité : Rocard recueille 37 % d'opinions favorables dans l'électorat U.d.f. (+ 7 par rapport à François Mitterrand) et 39 % dans l'électorat R.p.r., où François Mitterrand obtient 21 % d'opinions positives, soit ici 18 points d'écart entre les deux hommes.

Un simple calcul indique enfin que les électeurs qui ont voté pour une autre famille que les quatre principales, ou qui n'ont pas dit aux enquêteurs de l'Ifop pour qui ils avaient voté... ou qui n'ont pas voté, sont plus favorables à Michel Rocard qu'à François Mitterrand.

Ces différences politiques se recoupent évidemment avec d'autres différences sociales : François Mitterrand « devance » Michel Rocard dans l'électorat ouvrier (51/40), mais il est supplanté par celui-ci chez les salariés tertiaires (employés, cadres moyens : 54 % de bonnes opinions pour Michel Rocard, et 40 % pour François Mitterrand). Et aussi dans les professions « indépendantes » : agriculteurs 37/31, ou commerçants et artisans 37/35.

Pour une autre catégorie de ménages dont le chef de famille est cadre supérieur ou bien exerce une profession libérale, les deux chiffres à retenir sont 64 % d'opinions positives au profit de Michel Rocard et 52 % au profit de François Mitterrand.

Restent deux ventilations à observer : les données d'âges révèlent un léger avantage (1 point) pour François Mitterrand chez les électeurs âgés de 18 à 34 ans (44 %) et aussi chez leurs aînés de 35 à 49 ans (52 %). Michel Rocard est mieux placé dans la tranche des 50-64 ans (48 contre 37 % à François Mitterrand)... mais l'est moins que le premier secrétaire dans le jugement des 65 ans et plus (38 pour l'un et 45 % pour l'autre).

La distribution des avis, enfin, est très peu différente selon que l'on est un électeur ou une électrice : François Mitterrand a un point de plus que Michel Rocard chez les femmes (38 %) et deux points de moins chez les hommes (51 %).

Quelle que soit la place qu'ils prennent dans le système d'information, qu'ils soient des événements réels ou artificiels, les sondages, et surtout ceux de popularité, doivent être décomposés avant d'être commentés. A partir du moment où ils sont sur la place publique, il est normal que ceux qui les connaissent le mieux dans leur histoire et leur profondeur prennent la parole pour les détailler... Lorsque, bien sûr, ils ont observé que personne ne voulait prendre le scalpel à leur place.

EXCLUSIF

SYNDICATS PARTIS, EDMOND MAIRE S'EXPLIQUE

Critiquant le vote du groupe parlementaire socialiste contre la loi sur les prud'hommes, Edmond Maire a cru devoir accuser le P.s. de faiblesse à l'égard du P.c., ce qui lui a déjà valu une réponse de François Mitterrand. Michèle Kespi a demandé au secrétaire général de la C.f.d.t. de s'expliquer ici en toute liberté sur cette affaire et sur quelques autres.

L'UNITE. — Après les élections, la C.f.d.t. a décidé une politique de « recentrage ». Pourquoi ? Et en quoi consiste-t-elle ?

EDMOND MAIRE. — Le recentrage signifie remettre la logique syndicale au centre de l'action, au centre de l'activité des syndicats. Car, au cours des années 1974-1978, la logique de changement par la voie électorale a tenu le devant de la scène. Nous avons essayé de résister à cela, mais nous avons tout de même — comme l'ensemble du mouvement syndical — été entraînés dans cette voie. Cette insuffisance de la mobilisation sociale a eu de graves conséquences. Elle est, à notre avis, un des principaux facteurs de l'échec de la gauche : l'unité politique a été trop exclusivement électorale. Du coup, elle n'a pas résisté aux difficultés de la période... et aux coups de boutoir du Parti communiste.

Concrètement, recentrer notre action syndicale, c'est mettre en cause dans les faits la politique désastreuse du gouvernement. Pour cela, les luttes sociales doivent répondre à quatre critères. Avoir des objectifs répondant à la situation. Obtenir des résultats partiels. Esquisser un type de développement différent de celui qui a amené la crise. Et développer l'autodétermination des travailleurs. Ce genre d'actions peut permettre à la gauche de retrouver l'espoir, en entraînant, au plan syndical comme au plan politique, une réelle unité. Une unité en profondeur, à laquelle qui que ce soit — et notamment, bien sûr, le Parti communiste — aura du mal à se dérober...



— Vous pensez donc qu'une alternative de gauche n'est plus crédible... Les résultats des élections partielles n'ont pas modifié votre opinion à ce sujet ?

— Absolument pas. Le résultat satisfaisant des partielles pour la gauche peut même, paradoxalement, avoir des conséquences négatives. Car nous nous retrouvons devant un phénomène que nous avons bien connu. La politique de la majorité est tellement impopulaire que, comme cela s'est produit au premier tour des législatives, la plus grande partie de la population condamne la droite. Mais l'absence d'alternative n'en est pas moins grande. Une majorité électorale de gauche ne reposant ni sur une mobilisation sociale ni sur une coalition solide nous amènerait à une autre sorte de désastre que celui de mars 1978 : le désastre d'une élection victorieuse où la gauche au pouvoir se retrouverait dans l'incapacité totale de maîtriser, dans l'union, la situation.

Tout compte fait, il est préférable de ne pas avoir de majorité de gauche, que d'en avoir une qui se discrédite en quelques mois. Car là, cela ne retarde plus seulement de quelques années une expérience de gauche. On en reprendra de nouveau pour vingt ans...

— Donc, vous ne regrettez pas la défaite de la gauche ?

— Je n'ai pas dit cela. La victoire pouvait entraîner une dynamique nouvelle. Nous le pensions avant les élections. Mais, aujourd'hui, la division est telle que ce genre d'espoir n'est plus guère crédible. L'ampleur des divergences, l'obstination épaisse du P.c. à refuser un rapport de forces en sa défaveur ont créé une situation nouvelle par rapport à l'avant-mars.

— Vous pensez, depuis la défaite de la gauche, que certains combats ne se gagneront que sur le terrain des luttes sociales. Pouvez-vous donner des exemples montrant qu'il y a plus à attendre des luttes sociales que des luttes politiques ?

— Que peut-on attendre, dans l'immédiat, de la gauche politique ? Un bon score aux élections européennes ? Certes. Mais, ensuite, sur le plan

des conditions de travail et de vie, les luttes électorales de l'année qui vient ne peuvent amener de résulats éclatants. Cela n'a d'ailleurs rien d'anormal. Je constate, je ne critique pas.

Sur le plan syndical, que peut-on obtenir ? Prenons l'exemple des cheminots : une mobilisation combattant l'extension au secteur public de la rentabilité à court terme. Face à ce projet gouvernemental, la réaction des cheminots a été de trouver des revendications populaires, unitaires, mettant bien en question ce projet d'économie forcenée de main-d'œuvre. Le slogan adopté par nos camarades — « Chaque emploi sauvé actuellement chez les cheminots et chez les postiers est un chômeur de moins dans le secteur privé » — éclaire bien ce souci de liaison de l'action. Evidemment, ne rêvons pas, cela ne permet pas de changer la situation dans tout le pays. Mais cela permet de mettre en échec, au moins partiellement, la politique de privatisation du service public d'une part, et de restructuration de l'autre.

A chaque fois que nous pouvons imposer la recherche de reconversion à une entreprise menacée de fermeture, nous imposons des contraintes qui, sans renverser la logique dominante, permettent cependant d'en modifier le cours. Plus important encore : ce type d'action syndicale prépare les esprits à un projet alternatif. C'est ainsi que nous précisons par quoi remplacer ce que nous subissons.

— Après avoir, de votre propre aveu, surestimé la lutte politique, et laissé par la logique électorale dominer l'action syndicale, ne craignez-vous pas de tomber dans l'extrême inverse ? Ne craignez-vous pas de trop vous séparer du politique ?

— C'est vrai, il y a toujours le risque du jeu de balancier...

— Y a-t-il des périodes où le mouvement syndical est tombé dans cet extrême inverse pour, après, en voir les dangers ?

— Hé ! Mai 68, quand même ! C'était une concentration de tous les espoirs du mouvement ouvrier. Enfin, pas tout à fait, car il faut rendre cet hommage à nos camarades communistes : en passant à côté de Mai 68, ils ont consciencieusement raté cette immense espérance sociale de Mai 68... Ce moment où le mouvement social s'est fixé des ambitions totales. Même si cela a peu duré, c'est une réalité incontestable. Dix ans plus tard, le balancier avait parcouru tout l'espace. Tout l'espace entre le « tout social » et le « tout politique ».

Notre problème n'est pas de revenir au tout social ni de refaire Mai 68. Il est de montrer, ô combien, les limites de Mai 68, et celles non moins évidentes de mars 1978. Il est d'insister sur cette nécessité : il faut trouver une convergence réelle entre la mobilisation sociale et l'alternative politique.

— En résumé, en quoi le mouvement syndical peut-il aider à la reconstruction de l'espoir ?

— D'abord en redonnant aux travailleurs confiance dans leurs propres forces.

— Confiance qui, à votre avis, n'existe plus ?

— Non. Plus suffisamment. Toutes leurs forces ont été concentrées pour que les partis dans lesquels ils se reconnaissent deviennent majoritaires aux élections. C'était une délégation de pouvoir. Soldée par un échec. Depuis des années, l'habitude de tester leurs propres forces sur le terrain s'est perdue. La délégation de pouvoir à d'autres, même si ce sont « leurs » partis, a pris le pas sur l'exercice de leur capacité personnelle à changer les choses.

— Depuis des années ? Faites-vous là aussi allusion à la période 1974-1978 ?

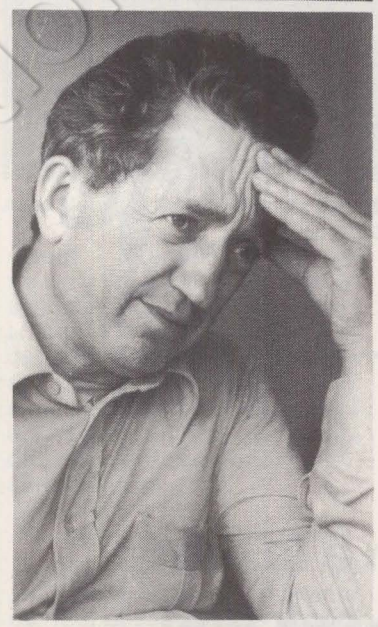
— Oui. 1974, c'est l'élection présidentielle et le faible écart entre le candidat de la gauche et celui de la droite. C'est là qu'est née la crédibilité d'une victoire de la gauche.

Mais, aujourd'hui, le mouvement syndical doit retrouver des objectifs qui changent réellement la vie des gens, sans renvoyer à une victoire électorale hypothétique tout changement un tant soit peu important. On peut, dès maintenant, améliorer la qualité du travail, la qualité de la vie.

Je crois aussi que le mouvement syndical peut développer une mobilisation réelle — celle qui a manqué — qui deviendrait le soubassement, l'infrastructure d'un retour à l'union des partis de gauche. Dans le concret, une mobilisation réelle prend en compte les « petites » revendications. Nous voulons réhabiliter ces petits problèmes qui font la trame de la vie quotidienne des hommes et des femmes. Mais, pour avoir toute sa portée, le mouvement syndical doit aussi définir des alternatives à la réorganisation du travail et à la réorganisation industrielle. Et ces propositions pourront servir de base à de nouveaux projets de la gauche unie.









— Vous venez de le déclarer publiquement : vos difficultés à mener votre politique d'action viennent de vos interlocuteurs et de vos partenaires. Barre, dites-vous, c'est le libéralisme à visage inhumain. Mais vous pensez aussi que l'intransigeance totale n'existe pas. N'est-ce pas contradictoire ? Vous souhaitez mener, depuis la rentrée, une politique de négociation. Ne commencez-vous pas à vous demander si vous ne vous êtes pas fait des illusions à ce sujet ?

— La politique de recentrage n'est pas une politique de négociation, sans plus ; mais une politique liant en permanence action et négociation. Dans la période précédente, certaines actions ne débouchaient jamais sur des négociations. C'était souvent dommageable quant aux résultats.

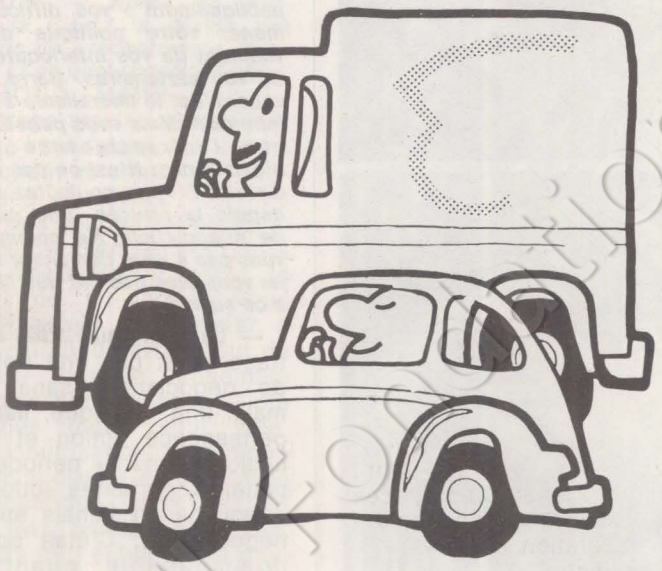
Il n'est pas contradictoire, me semble-t-il, de dénoncer... la contradiction d'un pouvoir qui veut publiquement des négociations et le crie sur les toits tout en donnant des consignes pour que les négociations n'aboutissent pas. Il ne me semble pas contradictoire de dénoncer une politique avec laquelle nous sommes en désaccord profond, et d'estimer que notre action peut la faire reculer.

Puisque libéralisme il y a — et ne jouons pas à l'autruche, ce libéralisme rencontre un certain écho dans l'opinion —, il faut nous appuyer sur les contradictions visibles du pouvoir. Il faut mettre le gouvernement en difficulté y compris par rapport à une partie des électeurs de la majorité. Car le risque le plus important aujourd'hui réside dans l'autoritarisme accru de la droite

→

LOCATION DE VOITURES
sans chauffeur

ESCOROUTE
11, rue Forest - Paris 18e



• Location à la carte
• Forfait week end
• Forfait vacances

informez-vous
auprès de notre hôtesse
Mlle ANNICK
qui vous conseillera
Tél. 387-55-79

française. Le président de la République, le Premier ministre, pour montrer qu'ils combattent ce risque, parlent d'ouverture. Nous voulons, nous, faire la démonstration que ce prétendu dialogue n'est qu'un paravent cachant une politique unilatérale, imposée aux interlocuteurs sociaux, et, à partir de cette démonstration, rouvrir la porte à des négociations positives, liées à notre action.

— Vous venez d'accuser le P.s., à propos de l'affaire des prud'hommes, de faiblesse à l'égard du P.c. Cette analyse sommaire semble contredite par les dissensions, plus grandes que jamais, entre le P.c. et le P.s.

— Je vais préciser ma pensée. D'abord, je parle d'un terrain strictement limité aux problèmes touchant les travailleurs dans l'entreprise. C'est-à-dire du terrain que le Parti communiste appelle son terrain privilégié et où cohabitent, en fait, les militants communistes d'une part, les militants C.f.d.t. de l'autre. Car dans l'entreprise aussi l'action des militants C.g.t. est déterminée par les militants communistes.

— Et les militants C.f.d.t. sont souvent dans les groupes socialistes d'entreprise...

— Cela arrive, mais n'influe guère les forces qui animent le combat ouvrier. Le P.s. a bien des électeurs mais pas d'appareil militant. Quand il y a confrontation, le rapport de forces se joue entre les militants communistes et les militants C.f.d.t. Je ne veux pas dire que la C.g.t. n'existe pas. Je veux dire : qui décide des grandes orientations et des points d'affrontement dans l'entreprise ? Le P.c. et la C.f.d.t. Quand il s'agit de problèmes d'entreprise — c'est le cas pour les prud'hommes —, le même phénomène se produit. Chaque fois que nous sommes sur ce terrain privilégié du P.c., le P.s. a bien du mal à résister. Ce n'est pas une critique, je ne cherche nullement à polémiquer, je constate un fait. Quand le P.c. mène une campagne vengeresse contre les socialistes dans les entreprises, le P.s. ne dispose pas des moyens lui permettant de résister sur ce terrain.

— En quoi les dissensions entre les partis de gauche rejaillissent-elles sur le mouvement syndical ?

— L'incertitude stratégique du Parti communiste et son sectarisme à l'égard des militants socialistes sont les deux choses qui pèsent le plus, aujourd'hui, sur l'unité d'action intersyndicale. Les militants communistes sont mal à l'aise : incertains des solutions qu'ils proposent, ils se rassurent en affirmant que la seule voie solide, c'est la leur. Ils ont envie d'en découdre avec les socialistes où qu'ils se trouvent, qu'ils soient à la C.g.t., à la C.f.d.t. ou ailleurs. Cette phase, évidemment, n'est pas favorable à une politique d'ouverture, à la recherche de solutions nouvelles que nous jugeons, nous, prioritaire. L'ouverture suppose de ne pas avoir un partenaire-adversaire que l'on veut combattre avant toute autre chose.

Les communistes ont bien deux langages : sectarisme envers les socialistes et ouverture — en théorie — aux problèmes d'aujourd'hui. Dans les faits, le second volet est complètement sacrifié au premier !

— Jugez-vous la C.g.t. plus ou moins liée qu'avant au P.c. ?

— Moins, sûrement pas ! Egale à elle-même, tout simplement !

Je me souviens de 1975, début 1976. Pendant toute cette période, nous avons espéré. La C.g.t. se posait des questions, l'idée de son autonomie stratégique commençait à être envisagée. Et puis, il y a eu le reflux. Les nécessités électorales du P.c., sa volonté d'être le plus fort l'ont conduit à sacrifier l'évolution de la C.g.t. vers un peu plus d'autonomie. Une évolution très positive à long terme pour le mouvement syndical, pour toute la gauche, a été sacrifiée aux intérêts immédiats du P.c.

Cela dit, c'est devenu un débat dans la C.g.t. A d'autres périodes, cela n'aurait pas été possible. Il y a eu, dans le passé, des réactions de marginaux dans la C.g.t. Cette fois-ci, ce ne sont plus seulement des marginaux, et le débat existe. Certes, tout le montre, le prochain congrès ne confirmera pas pour autant comme acquise l'autonomie stratégique de la C.g.t. par



Edmond Maire avec une délégation du P.s.

rapport au P.c. On est très loin d'en être là. Mais un courant peut s'exprimer. Fait important : ce courant existe aussi parmi les militants communistes de la C.g.t., qui réclament la confrontation avec le parti dont ils sont le plus proche. Le fait même que cette idée progresse est essentiel pour l'avenir de la gauche. Pour que le P.c.f. admette une conception pluraliste de la démocratie et du socialisme, il faut que l'autonomie totale du mouvement syndical soit acceptée. L'idée n'a pas encore gagné, et de loin, mais le débat est en route.

La direction de la C.g.t., qui a choisi pour le moment la tactique inverse, peut toujours empêcher l'expression des opinions minoritaires. Elle en a les moyens. Elle les aura encore après son congrès. Mais cela aussi n'aura peut-être qu'un temps...

— La C.f.d.t. semble vouloir prendre des distances de plus en plus nettes à l'égard de la C.g.t.

— Pas du tout. Nous prenons des distances avec le type d'action mené avant 1978 : nous ne voulons plus recommencer comme avant. Sur ce point, il ne s'agit même pas de distance, mais de ferme opposition ! Cela ne concerne en rien l'unité d'action, que nous maintenons et que nous souhaitons vivement. Car les luttes d'ensemble des fédérations, majoritaires, élevant la conscience des gens ne peuvent bien se mener que dans l'unité. Nous avons donc une politique unitaire.

— C'est-à-dire que vous souhaitez l'unité sur votre ligne d'action. La C.g.t. aussi. Une unité un peu difficile, non ?

— Effectivement, en ce moment, la confrontation est ferme. Et inévitable : le type d'action que les travailleurs vont avaliser est d'une importance capitale pour l'avenir de la gauche. Nous vivons un moment décisif, où la confrontation est non seulement inévitable, mais, je l'espère bien, bénéfique.

— La C.f.d.t. semble également prendre quelque distance à l'égard des partis politiques. Y aura-t-il, à votre prochain congrès, en mai, un virage vers une plus grande autonomie du syndicat ? Ce thème sera-t-il un des axes du congrès ? Un courant se dessine-t-il dans ce sens à la C.f.d.t. ?

— Je ne pense pas. Je dirais même que nous enregistrons de nombreuses réactions contraires. Les militants disent : attention à ne pas revenir à l'anarcho-syndicalisme ou à l'anti-parti ! L'acquis de la C.f.d.t., ces dernières années, a justement été l'intégration de la dimension politique. En supprimer les excès, oui. Laisser perdre cet enrichissement, non, sûrement pas.

— Cette réaction est générale ?

— Oui. Mais, comme toujours, elle vient de militants, de responsables des fédérations et des régions. A la base, il est possible que des militants d'atelier, ayant perdu tout espoir dans les partis politiques, limitent leur vision à l'action syndicale à court terme. Cette réaction, compréhensible, doit être dépassée le plus vite possible.

— Pensez-vous que la nouvelle politique d'action de la C.f.d.t. soit totalement admise à la base ?

— Je ne crois pas que les choses soient encore parfaitement claires. L'autocritique est inhabituelle en France : une autocritique aussi vigoureuse que celle pratiquée par la C.f.d.t. jette inévitablement un certain trouble. Et l'atmosphère un peu désagrégée de toute la gauche ne va pas dans le sens d'une compréhension facile de la réorientation de notre politique d'action. Je crois qu'avec un peu de temps, la pratique aidant, une grande masse de militants réalisera que notre chemin est le plus réaliste pour retrouver une ligne d'action unitaire, efficace et transformatrice.

— Un peu de temps, dites-vous. Vous êtes-vous fixé un délai ?

— Disons que si nous n'arrivons pas à être bien compris au printemps de 1979, nous nous poserons de sérieuses questions sur le fond. Nous avons décidé notre recentrage au printemps de 1978. Dans une organisation qui fonctionne beaucoup plus par la compréhension que par des consignes, un an me semble un délai normal pour faire comprendre une modification aussi importante, puisqu'elle touche au comportement de chaque militant.

— En fait, le délai expire à l'époque de votre congrès ?

— Oui. Je crois que la C.f.d.t. sera, à ce moment-là, mûre pour juger et se juger elle-même.

Propos recueillis par
MICHELE KESPI



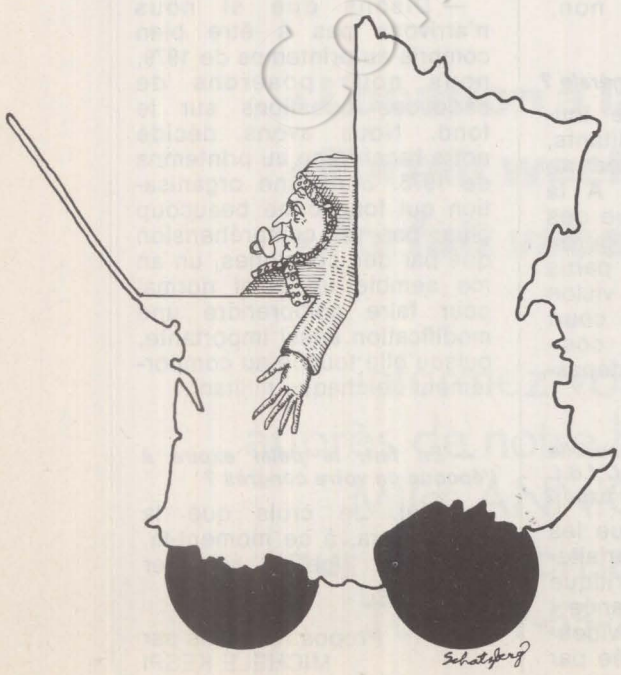
Rencontre avec Raymond Barre, à Matignon



Avec Georges Séguy, le mois dernier.

DEBAT SUR LA DENATALITE EN FRANCE :

BENOITE GROULT REPOND A EVELYNE SULLEROT



« L'UNITE ». — Vous avez abordé récemment dans « F Magazine » le dossier de la natalité, ouvert par Evelyne Sullerot à l'occasion de son rapport au Conseil économique et social. et repris par elle dans le numéro 306 de « l'Unité ». Le moins qu'on puisse dire, c'est que vous ne le présentiez pas de la même façon, elle et vous.

BENOITE GROULT. — Tout simplement parce qu'Evelyne Sullerot parle du point de vue de la société économiquement idéale à ses yeux, et que moi j'ai parlé du point de vue des femmes. Car, s'il est un acte qui doit échapper aux ordinateurs et à l'étatisation, c'est bien celui de donner la vie. Qu'une natalité trop faible pose des problèmes à nos gouvernants, c'est possible. Mais ce n'est pas la peine de former à grands frais des économistes et des sociologues pour qu'ils n'aient rien d'autre à nous proposer que... la bonne vieille solution. Nous dire : « Si vous ne faites pas plus d'enfants, nous ne répondons pas de l'équilibre de la société », c'est d'abord du chantage et cela révèle un total manque d'imagination. C'est à eux de résoudre le problème, pas à nous. D'abord, faire plus d'enfants aujourd'hui, cela veut dire plus de vieillards encore pour demain, et il faudra donc faire encore plus d'enfants ! Et puis, on semble oublier que toutes ces femmes qui travaillent et qui n'ont pas plus d'un ou deux enfants alimentent ainsi, et substantiellement, les caisses de retraite.

Evelyne Sullerot a été la première à montrer que c'est l'arrivée du troisième enfant qui changeait les conditions de vie de la famille. Sachant ce que signifient pour les femmes d'aujourd'hui le travail et l'indépendance financière, je m'étonne qu'une femme qui semblait avoir si bien compris dans ses livres précédents les problèmes de la condition féminine cherche à nous convaincre de faire plus d'enfants pour que les caisses de retraite puissent équilibrer leur budget !

— Croyez-vous que si le nombre de naissances diminue en France, c'est parce que les femmes veulent moins d'enfants ?

— Justement pas. Je crois que c'est une idée fausse. Un récent sondage montre d'ailleurs que ce sont les hommes qui, dans 60 % des cas, refusent l'enfant supplémentaire. Et on les comprend. Les femmes, cela me frappe beaucoup, voudraient souvent en avoir plus. Mais le gouvernement s'y prend à l'envers : il leur demande de faire des enfants et attend la rentrée des classes pour s'apercevoir qu'il n'y a pas assez d'écoles. Les femmes sont lucides aujourd'hui, elles disent : commencez par faire les écoles, les stades, les logements vivables. Personnellement, je suis déjà éblouie qu'elles aient le courage de faire deux enfants. Non, la vérité, c'est que les femmes veulent en même temps travailler et avoir des enfants.

— Autrement dit, si on leur donne des crèches, des écoles, des terrains de jeu, des logements plus vastes, les femmes feront plein de petits Français, c'est ça ?

— C'est ça et autre chose. Les crèches peuvent être une incitation à avoir plus d'enfants. Mais ce qui est plus déterminant encore, c'est la façon dont seront partagées les tâches familiales dans le couple. J'ai l'impression que, depuis quelques années, une nette évolution se dessine. D'ailleurs, les hommes qui refusent de s'adapter vont s'exposer de plus en plus souvent à des conflits sérieux. Les autres vont découvrir les aspects positifs de ce partage de l'éducation et du « maternage ». Ils ne se contenteront plus d'être des chefs de famille ou des pères Fouettard. Et ce seront des exemplaires d'humanité bien plus riches et plus humains que les pères d'autrefois. Il faudra en arriver au vrai partage des tâches, c'est inévitable, d'autant que les revendications concernant l'aménagement du temps de travail vont dans ce sens. Le congé parental aussi, qui finira par entrer dans les mœurs. C'est pour les tâches ménagères que ce sera le plus dur, car elles sont beaucoup moins gratifiantes.

— Franchement, vous trouvez que les femmes ont besoin d'être encouragées à faire plus d'enfants ? Faut-il s'inquiéter de les voir en faire moins ?

— Je pense que les femmes, en faisant moins d'enfants, ont une réaction de santé et d'égoïsme qui est finalement assez saine. Elles ont le droit de vivre leur vie et pas seulement de la transmettre. Il est extraordinairement tonique de voir qu'elles y arrivent. Pour beaucoup de femmes d'une trentaine d'années, la question qui se pose aujourd'hui, c'est : combien de temps puis-je encore attendre avant de faire un enfant ? Parce qu'elles veulent être partie prenante de la course au bonheur généralisée, et qu'elles veulent avoir eu le temps d'exister avant de devenir des mères.

Non, ce qui m'inquiète, ce serait plutôt d'entendre dire qu'il faut faire plus d'enfants, alors que nous sommes quotidiennement confrontés à des situations de surpeuplement : les cités-dortoirs, les embouteillages, les queues partout, les plages du mois d'août, les trains bondés. Et de voir, à côté de cet entassement, les campagnes qui se vident. Vous ne croyez pas qu'on pourrait trouver autre chose en période de crise, qu'elle soit économique ou démographique, que ce chantage au troisième enfant ? La régionalisation, par exemple, qui permettrait aux gens de vivre et de travailler sur place, au lieu d'aller s'entasser dans les banlieues. On n'a pas le temps d'élever correctement trois enfants avec deux ou trois heures de transport par jour !



— Si, malgré tout, les hommes s'obstinaient à manquer de lucidité au point de croire que trois enfants par famille serait la solution de tous nos maux, pensez-vous qu'ils iraient jusqu'à prendre des mesures carrément répressives ?

— Ça s'est fait en Roumanie : on a soudain interdit l'avortement légal. En France, on agit d'une manière plus subtile. Pourquoi n'y a-t-il pas de grande émission de télévision informant sur la contraception à 20 h 30, par exemple ? La réticence devant la contraception est une des manifestations de la crainte inconsciente des hommes devant cette liberté énorme donnée à la femme. Le prix Cognacq, donné aux mères de quinze ou vingt enfants, était en fait une ignominie. Et quand la loi Veil sera rediscutée à l'Assemblée, vous allez voir qu'elle paraîtra d'autant plus subversive qu'elle posera des problèmes économiques. Mais sachons bien que, même si l'avortement légal est supprimé, les filières clandestines se reconstitueront très vite, comme en Roumanie, avec les conséquences que l'on sait.

Quant aux propagandes natalistes à la Debré, elles auraient plutôt l'effet inverse : les femmes se méfient encore plus que les hommes des discours des médias. Surtout sur un sujet qui les concerne si intimement. Il y a une sorte d'irritation à voir un homme d'Etat s'occuper du coefficient de remplissage de nos utérus !

— Vous avez écrit dans un de vos livres : « Le spectacle du monde tel qu'il est, la famine dont on annonce tranquillement qu'elle va tuer un demi-milliard d'êtres humains avant l'an 2000 (...), la sécheresse au Sahel dont nous regardons les images le cœur sur la main et les mains dans les poches (...), l'incapacité de renoncer à cette merveille de l'atome, dussions-nous mettre au monde des enfants de Minamata... » Croyez-vous à une sorte de défense passive des jeunes face à ce « spectacle du monde » ?

— Qu'il y ait beaucoup de femmes chez les écologistes est très significatif. Le respect de la vie et l'exigence de la qualité de vie jouent peut-être plus encore chez les femmes que chez les hommes. C'est pour cela que l'entrée des femmes dans la vie politique est si importante : elles sont fondamentalement pacifistes. La vie, la paix ont été trop longtemps des valeurs dévaluées parce que qualifiées de « féminines » par les hommes. Le mouvement écologiste, comme le féminisme, est la mauvaise conscience des partis politiques. Cela dit, qu'il y ait un enfant de plus ou de moins en France ne changera strictement rien au problème de la surpopulation dans les pays du tiers monde, pas plus qu'au rapport de forces entre nations développées et nations sous-développées. Nos pauvres petites

→

Col. Fondation Jean Jaurès

familles sont dérisoires en face de ces millions d'êtres qui s'ajoutent tous les ans à la population du globe.

— Vous avez trois filles. Si c'était à refaire ?

— Je recommencerais. Mais j'ai la chance d'avoir eu une profession compatible avec la maternité... ce qui était d'autant plus important que je suis d'une époque où l'on n'avait pas le choix... Mais je comprends parfaitement les femmes qui font le raisonnement inverse. J'ai toujours eu peur, par exemple, que mes filles soient enceintes trop jeunes, à cause des sacrifices qu'elles devraient faire dans leur vie. Elles travaillent, elles militent, elles ont le courage de vouloir changer quelque chose à la société, un enfant les empêcherait souvent de donner leur mesure. Ça peut paraître égoïste. Mais l'égoïsme de la tribu familiale, ça existe aussi ! En fait, la maternité commence à ne plus apparaître comme la vocation unique, et surtout exclusive, pour la femme.

Il y a une évolution gigantesque de ce point de vue-là : 40 % des femmes disent qu'on peut réussir sa vie sans avoir d'enfants. D'accord, c'est encore une déclaration très théorique : ça ne veut pas dire que 40 % des femmes renonceraient à avoir des enfants. Mais, compte tenu de toute la littérature qu'on fait autour de la maternité et qu'on continue à faire, c'est déjà un progrès qu'elles puissent se voir dans d'autres rôles.

— Le sort fait aux femmes seules qui ont des enfants à charge leur donne peut-être aussi à réfléchir ?

— Effectivement, puisque jusqu'à nouvel ordre, c'est aux mères qu'échoit la garde des enfants, et c'est elles qui en ont la responsabilité matérielle, mais aussi morale. Or, il y a un scandale qui indigne tous les hommes politiques — quand ils ont le temps d'y penser —, mais qu'on n'a encore rien fait pour éviter : c'est celui des pensions alimentaires impayées. Le moyen de remédier à cette situation existe : il se pratique en Suède, où l'Etat verse lui-même les pensions pour les enfants aux mères, à charge pour lui de les récupérer auprès des pères peu scrupuleux. Aujourd'hui, les couples se font et se défont. Chez toute femme un peu lucide, la maternité ne peut qu'apparaître comme un facteur supplémentaire d'insécurité. Et ce ne sont pas les discours alarmistes des hommes d'Etat qui leur feront oublier toutes ces réalités. Les femmes ne sont plus les « éternelles mineures » que décrivait le Code Napoléon.

Propos recueillis
par VERONIQUE NEIERTZ

TUNISIE: UNE PARODIE DE JUSTICE

LE 26 janvier 1978, de graves événements ont secoué la Tunisie. La grève générale, décrétée par la direction confédérale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.g.t.t.) s'accompagnait d'accrochages violents avec l'armée, de bris, d'incendie et de pillage.

Pour le gouvernement tunisien, c'était la preuve d'une tentative de grève insurrectionnelle tendant à « changer la forme du gouvernement », accompagnée « d'incitation des citoyens à prendre les armes les uns contre les autres, et d'incitation au désordre, au meurtre et au pillage ».

Pour l'opposition (non structurée puisque le régime de parti unique interdit jusque-là toute autre formation politique), les émeutes ont été provoquées par les milices aux mains des éléments les plus à droite du gouvernement ; deux jours avant la grève, en effet, des bandes brisaient déjà des vitrines et mettaient le feu.

Le jour même de la grève, les dirigeants syndicaux étaient assiégés dans leurs locaux et complètement coupés des travailleurs.

Entaché d'irrégularités

A noter aussi qu'à Sfax, le principal centre ouvrier, où les responsables de l'U.g.t.t. ont pu contrôler le mouvement revendicatif, aucun incident ne s'est produit.

Depuis, les procès se sont multipliés, au cours desquels on a parlé de torture des inculpés.

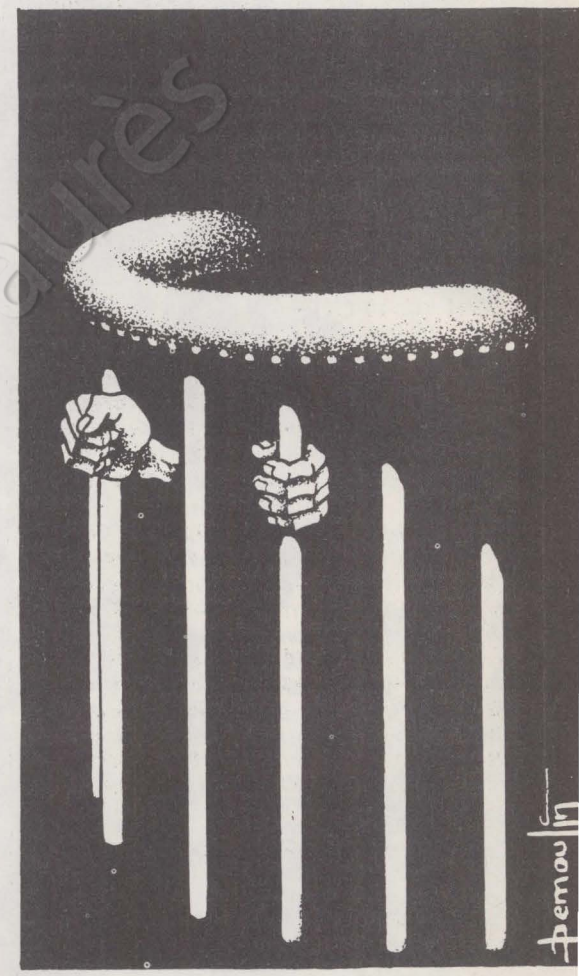
Ces jours derniers, c'était au tour des trente et un membres de la direction confédérale, groupés autour de Habib Achour, ex-secrétaire général, dont vingt-huit sont en prison depuis janvier et trois en liberté provisoire, d'être jugés par la Cour de sûreté de l'Etat.

Le Parti socialiste français était intervenu à plusieurs reprises pour protester contre la répression, pour demander la démocratisation de la vie publique en Tunisie et la libération des syndicalistes emprisonnés.

Quant à l'Internationale socialiste — à laquelle n'appartient pas le Parti socialiste destourien, contrairement à ce qu'a écrit « l'Humanité » —, inquiète sur la régularité du procès et sur l'exercice des libertés en Tunisie, elle a entrepris des démarches auprès du gouvernement tunisien et délégué un observateur au procès.

C'est en cette qualité que j'ai assisté à l'essentiel de ce procès.

Son déroulement a été entaché d'une succession d'irrégularités, tendant toutes à priver les accusés des moyens d'assurer normalement leur défense.

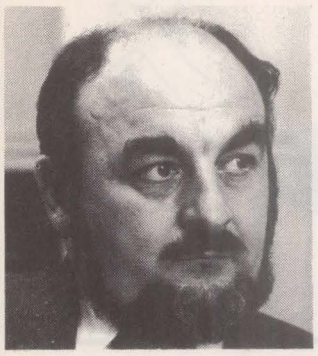


Le 11 septembre l'instruction est déclarée terminée ; l'ouverture du procès est fixée au 14. On cherche partout, à travers la Tunisie, pour les en informer, les soixante-seize avocats désignés par les accusés. Déjà les délais légaux ne sont pas respectés.

Mais, dès le 14 septembre, les incidents de procédure commencent ; le président du tribunal, désigné par le gouvernement, multiplie les attaques contre les avocats, dont il cherche à limiter l'expression, y compris en les menaçant de suspension.

Les avocats n'ont pu prendre connaissance des 4 700 pages du dossier ; ils demandent, à juste titre, un délai suffisant ; le président ne leur accorde que moins de deux semaines.

Le 28 septembre, le procès commence ; les avocats n'ont eu en leur possession que quelques pages du dossier ; la salle d'audience est pleine d'un public « silencieux et discipliné », dont la rumeur prétend qu'il s'agit de membres des milices (milices dont le P.s.d. nie



PAR CLAUDE GERMON

l'existence). Les membres des familles des inculpés ne peuvent entrer ; la police les éloigne et... les arrête. Plusieurs d'entre eux sont jugés immédiatement, selon la procédure du flagrant délit, pour troubles sur la voie publique : le gendre et l'un des fils de Habib Achour sont condamnés respectivement à dix-huit mois et à un an de prison.

Une défense sans moyens

Au nom de la défense, Me Bellalouna, ancien ministre de la Justice, proteste ; le président ne cesse de l'interrompre. Les soixante-seize avocats se retirent pour ne pas cautionner une mascarade de procès.

C'est alors que le président, contre toutes les règles du code de procédure pénale, commet d'office dix-huit avocats, allant même jusqu'à interchanger leurs clients.

Cette fois-ci, la défense est tout à fait sans moyens. On assiste donc au défilé des accusés, qui, tous, demandent où sont leurs avocats, récusent ceux qu'on leur a désignés d'office, et refusent de répondre au tribunal dès lors que les garanties de la défense ne sont pas assurées. Ce qui n'empêchera pas le quotidien du Parti socialiste destourien de titrer : « Malgré les manœuvres et les réticences, les prévenus ont répondu quant au fond. »

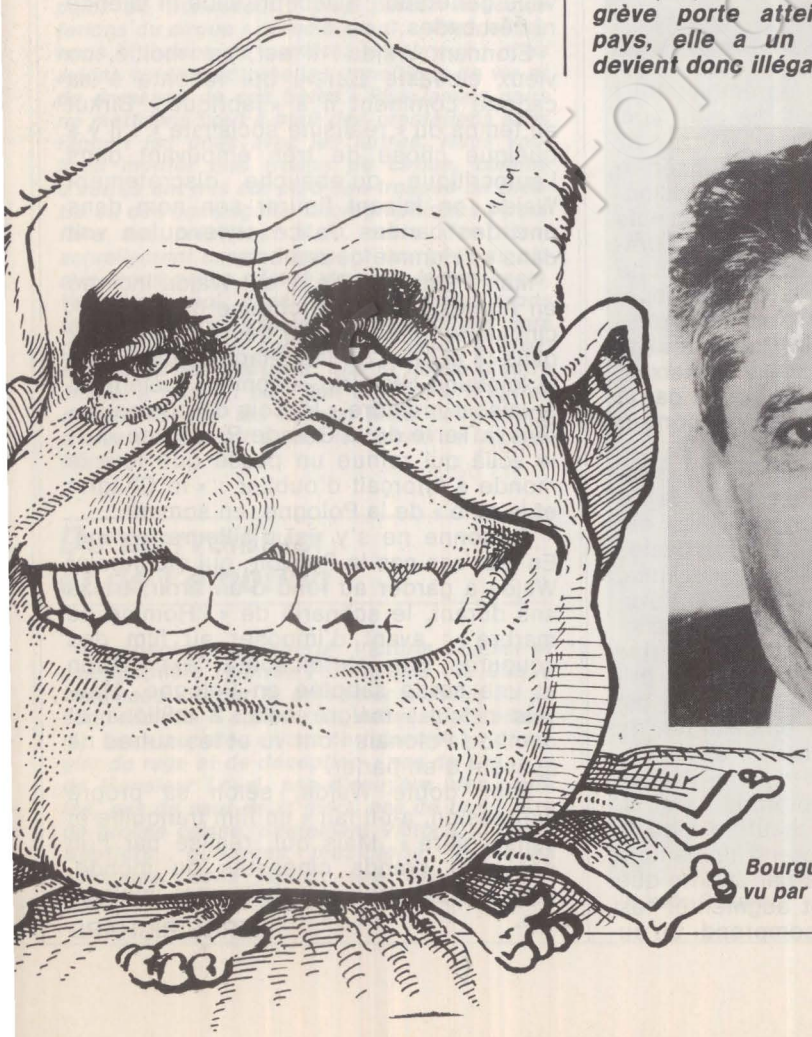
Seule éclaircie dans ce procès, les témoignages d'Irving Brown, représentant en Europe des syndicats américains, qui vient montrer le patriotisme de Habib Achour, et d'Otto Kersten, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (C.i.s.l.), qui a participé à la préparation de la grève et qui en démontre la légitimité. Ce qui lui vaudra ce titre dans la presse officielle : « Otto Kersten se disqualifie ! ! ! »

Mercredi, le réquisitoire du ministère public dure trois heures ; c'est essentiellement une répétition d'un document édité par le P.s.d., qui fait longuement l'apologie de la politique sociale du gouvernement et tend à prouver qu'il n'y avait aucune raison de faire une grève revendicative. La grève est donc politique.

Pour s'en convaincre, ne suffit-il pas de relire — selon le représentant du ministère public — ce qu'écrivaient les pères du syndicalisme français, Emile Pouget, Fernand Pelloutier, en 1907, sur le but révolutionnaire de la grève générale (sic) ? D'ailleurs, dès lors qu'une grève porte atteinte à l'économie du pays, elle a un caractère politique et devient donc illégale...



Habib Achour.



Bourguiba vu par Barrigue.

Les autres arguments — fondés sur des articles de presse, ou sur une déclaration de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Masmoudi, selon lequel « Habib Achour était un homme autour duquel les gens pouvaient se regrouper pour changer la forme du régime » — sont apparus bien mineurs dans une affaire de cette importance.

De même, on ne voit pas quelle preuve constitue l'ouverture des relations entre l'U.g.t.t. et la C.g.t. de France « en perdant de vue le rôle des communistes colonisateurs à l'époque du protectorat ».

Au terme de ce réquisitoire qui n'a pas convaincu, le ministère public a cité les accusés principaux ; les autres, dont il n'a même pas prononcé les noms, il les a appelés « le reste ».

Et pour tous, y compris « le reste » — et parmi eux trois inculpés laissés en liberté provisoire —, il a demandé la peine de mort.

Les avocats, quant à eux, ont plaidé qu'ils « ne pouvaient pas plaider » puisqu'ils n'avaient pas eu connaissance du dossier, que leur commission d'office était irrégulière et qu'ils ne connaissaient même pas leurs clients.

Mais, jeudi à 11 h 15, coup de théâtre : alors que le procès est presque terminé, qu'il reste à entendre deux avocats pour quelques minutes chacun, et que la Cour n'a plus qu'à se réunir pour rendre le verdict, le président du tribunal annonce que deux des assesseurs — pourtant présents — sont malades et qu'il faut reporter les débats à lundi.

Que s'est-il passé ? L'excès d'irrégularité a-t-il fait craindre que ne soit ternie l'image internationale de la Tunisie ?

Le zèle du ministère public a-t-il paru intempestif, et les trente et une peines de mort requises vraiment exagérées ?

Y a-t-il eu, comme le bruit en courait dans les milieux politiques de Tunis, débat au plus haut niveau du gouvernement, mercredi soir ?

Toujours est-il que, mardi 10 octobre à 2 heures du matin, le verdict est tombé : dix ans de travaux forcés pour Habib Achour et Ghorbal, et des peines allant de huit ans à... six mois avec sursis pour les autres accusés. Six acquittements sont prononcés.

Certes, on est loin de la peine de mort réclamée contre tous. Mais il n'en reste pas moins que ce procès a été une mascarade. Il faut continuer à demander l'amnistie et la libération de tous les condamnés.

** Le P.s. proteste contre le refoulement de plusieurs observateurs, parmi lesquels des représentants de la C.g.t., de la C.f.d.t., de la Fen et de la Ligue des droits de l'homme.*

L'ERE DU STUC

« L'Homme de marbre », le dernier film d'Andrzej Wajda, c'est un peu « le Chagrin et la pitié » des Polonais

La Pologne de la seconde moitié de ce siècle a désormais un visage : celui de Mateusz Birkut, cet « homme de marbre » dont Andrzej Wajda a fait le centre de son dernier film pour nous parler tout à la fois de l'époque stalinienne et de la période contemporaine, puisque — assure l'auteur — « quelqu'un qui veut comprendre ce qui se passe aujourd'hui en Pologne doit retourner vers les années cinquante ».

Au moment de l'Octobre polonais, cet automne de 1956 où, parallèlement à l'insurrection de Budapest, la classe ouvrière de Poznan et de Varsovie avait obtenu qu'on mette au pouvoir l'expensionnaire des prisons staliniennes



Mateusz Birkut, l'homme de marbre.

Wladislaw Gomulka, l'observateur pouvait croiser en Pologne les plus étonnants personnages. J'y avais rencontré les paysans qui avaient prié pour Gomulka, les étudiants collecteurs de fonds pour les révoltés hongrois, les ouvriers dont les grèves et les immenses manifestations avaient abouti à cette révolution silencieuse que Khrouchtchev et les prosoviétiques « natoliniens » de Varsovie avaient bien été obligés de laisser déferler. Mais je n'y avais pas vu de Birkut.

« L'Homme de marbre » permet de comprendre pourquoi : en 1956-1957, beaucoup des anciens persécutés de la période stalinienne restèrent chez eux, faute de croire aux possibilités ouvertes par l'Octobre polonais de mettre un terme décisif au socialisme à visage inhumain.



Découragement ou lucidité prémonitoire ? Il est vrai que, quelques mois plus tard, Gomulka commençait à « mettre de l'ordre » dans la presse, à dénoncer le « défaitisme » du philosophe «révisionniste » Kolakowski et à censurer, puis interdire le mensuel « Pro Prostu », drapeau des intellectuels et de toute la jeune génération. Au bout, il y avait le glissement du nouveau régime dans les ornières de l'ancien, jusqu'aux fusillades de 1970 à Gdansk où Gomulka enterrait, avec les manifestants ouvriers tués par la milice, les espoirs dont il avait été porteur quatorze ans plus tôt.

Parmi les morts de Gdansk, il y avait Birkut : ainsi Wajda fait-il s'achever la vie de l'ancien maçon qui, en 1950, avait été l'un des bâtisseurs les plus enthousiastes de la super-ville ouvrière de Nowa Huta, aux portes de Cracovie. Au point de devenir, aux grandes heures du stakhanovisme version polonaise, l'ouvrier modèle, celui qui pose trente mille briques d'affilée. Le maçon de choc est même exhibé de chantier en chantier, de ville en ville, dans un véritable « show ».

Jusqu'au jour du drame : parmi les briques qu'il saisit à pleines mains, quelqu'un en glisse une chauffée à blanc qui mutile Birkut. Il comprend finalement qu'on puisse en arriver là par crainte que ses exploits à lui fassent augmenter les normes des autres. Il comprend qu'au lieu de faire l'Histoire il sert à la manipulation d'autrui.

Sa lucidité retrouvée va le mener en enfer : pour avoir voulu savoir ce que « la Sécurité » a fait de son ami et collègue Witek, il deviendra lui aussi gibier pour police politique, procès truqué et prison. Et quand « le printemps en octobre » de 1956 le sortira du cachot, il choisira le silence et l'oubli. Une retraite aussi obscure que le vague entrepôt cadenassé où sa statue de marbre de « héros positif » gît, dans la poussière, parmi les vestiges sculptés des gloires prolétariennes révolues...

C'est d'ailleurs cette statue qui donne une seconde vie à Birkut : l'ayant découverte par hasard, une cinéaste de vingt-cinq ans, qui ne sait presque rien de ce que Wajda appelle « l'époque mystérieuse », a l'idée de reconstruire toute l'aventure de cet « homme de marbre ».

L'enquête révèle à Agnieszka les pires méfaits de la bureaucratie et du dogmatisme. Elle voit bien tout ce qui a pu en rester chez ceux qui étaient les proches de Birkut aussi bien que dans les obstacles professionnels qu'elle-même rencontre : « l'Homme de marbre » est bien une œuvre sur « maintenant » et sur tout ce qu'aujourd'hui doit à hier. N'importe : la jeune femme avance, obstinée. La nouvelle génération n'accepte plus ni silence ni dérobades.

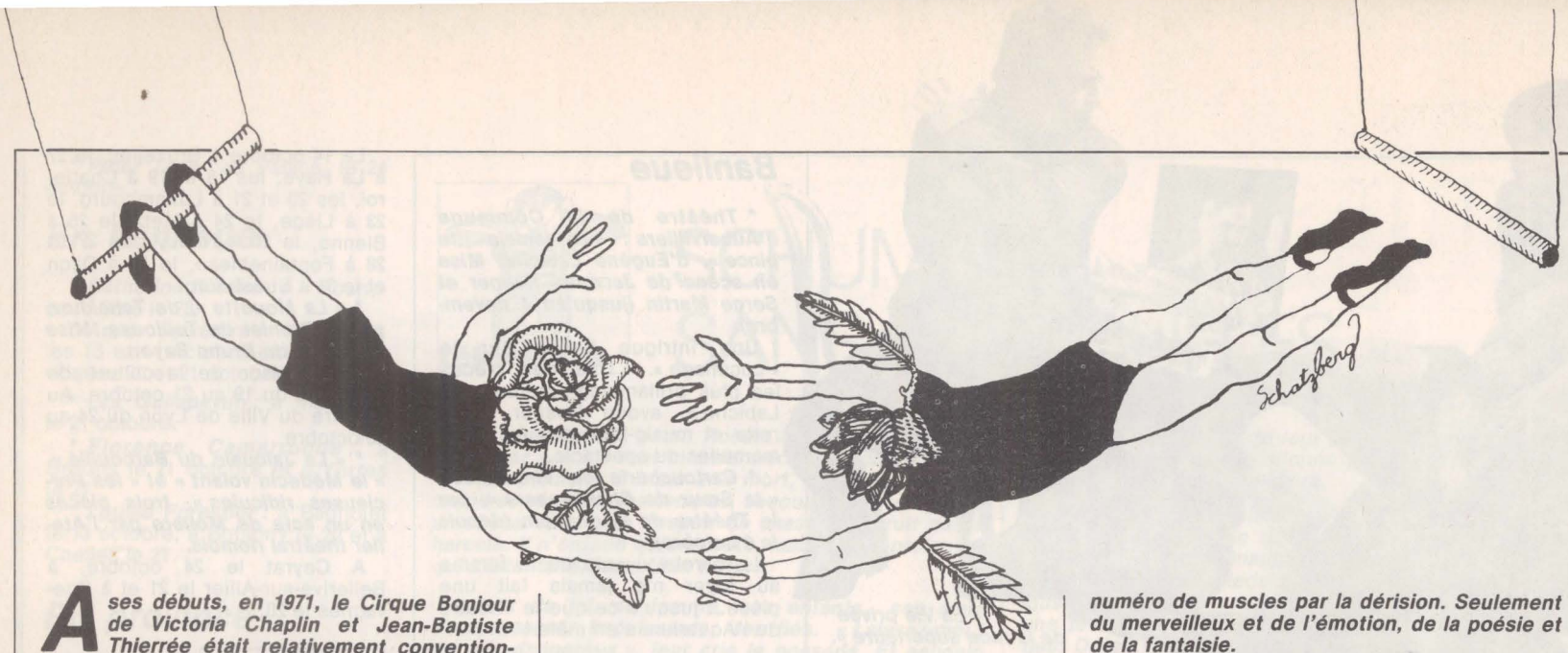
Etonnant Wajda ! Il est, par moitié, ce vieux cinéaste Burski qui raconte à sa cadette comment il a « fabriqué » Birkut au temps du « réalisme socialiste » : il y a quelque chose de très émouvant dans l'autocritique qu'ébauche discrètement Wajda, en faisant figurer son nom dans une des bandes de ce style qu'on voit dans « l'Homme de marbre ».

Mais l'autre moitié, c'est Wajda incarné en Agnieszka, la chercheuse de vérité. A cinquante-deux ans, au lieu de s'installer dans le confort de la métaphysique ou de la lointaine Histoire — comme avaient pu le laisser craindre « le Bois de bouleaux » ou « la Terre de la Grande Promesse » —, le voilà qui remue un passé que tout le monde s'efforçait d'oublier : « le Chagrin et la pitié » de la Pologne, en somme...

Personne ne s'y est d'ailleurs trompé. En tout cas pas le Pouvoir, qui a contraint Wajda à garder au fond d'un tiroir, treize ans durant, le scénario de « l'Homme de marbre » ; avant d'imposer au film des coupures, une interdiction à l'exportation et une sortie sabotée en Pologne. Mauvais calcul : malgré cela, 2 millions et demi de Polonais l'ont vu et les autres ne cessent d'en parler.

Sans doute Wajda, selon sa propre expression, a-t-il fait « un film tranquille et sans colère ». Mais qui, réalisé par l'un des plus grands cinéastes du monde, n'en est pas moins parfaitement implacable.

SERGE RICHARD



PAS D'ANIMAUX TRISTES AU CIRQUE BONJOUR

A ses débuts, en 1971, le Cirque Bonjour de Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thierrée était relativement conventionnel : des numéros de clowns, d'animaux, de trapézistes, comme dans tous les autres cirques. Déjà des différences, pourtant : pas de présentateur, une musique pop et des costumes originaux. En fait, la nouveauté était dans le ton plus que dans l'enchaînement des prestations somme toute très classiques. Assistions-nous à la naissance d'un petit « cirque à l'ancienne » de plus ?

On put le croire pendant quelques années : le Cirque Bonjour eut des tigres « méchants » et des chevaux « rutilants », des clowns et des acrobates célèbres. Seules les apparitions de Jean-Baptiste Thierrée, avec ses valises, et de Victoria Chaplin, avec son orgue de Barbarie, cassaient le moule du « cirque à papa ». Mais les autres artistes en piste ne les suivaient pas dans leur audace, continuaient à se comporter comme chez Amar ou chez Pinder : ils voulaient tous rester « les plus grands » de leur spécialité et « les seuls au monde » à faire ceci ou cela. Ils entendaient continuer à impressionner, à épater le public. Victoria et Jean-Baptiste ne songeaient qu'à l'émerveiller, à lui ouvrir les portes de la rêverie ; ils ne souhaitaient que « construire un rêve autour du cirque et inviter des gens à entrer dedans ». Mais comment y parvenir ?

Il fallut trancher dans le vif. « C'était il y a trois ans, raconte Jean-Baptiste Thierrée. Nous avons liquidé le cirque, vendu le chapiteau. Pour marquer nettement une rupture avec le passé. Nous savions que c'était un point de non-retour : plus jamais nous ne ferions du cirque « comme avant ». Plus jamais nous n'aurions de numéros d'animaux ; nous avions vu de trop près les conditions de vie et de dressage de ces bêtes ! Plus jamais nous ne mettrions bout à bout des prestations sans rapport les unes avec les autres. Nous voulions monter une troupe de cirque, comme d'autres ont mis sur pied des troupes de théâtre ou des compagnies chorégraphiques : pour faire des créations. Mais, cette idée étant actuellement assez étrangère aux gens du cirque, nous avons décidé de nous lancer seuls, Victoria et moi, dans l'aventure. Nous avons tâtonné, répété, essayé sur des scènes hors de France notre spectacle à deux. Il n'est encore qu'une ébauche, que le noyau d'autre chose. Il faudrait qu'il soit étoffé par d'autres disciplines que les nôtres. Mais nous avons d'ores et déjà fait sauter le carcan de la tradition. »

Du merveilleux et de l'émotion

Ce spectacle en liberté, Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thierrée l'ont appelé « le Cirque imaginaire ». Pour le présenter à Paris, ils se sont décidés à acheter un nouveau chapiteau (1). Les « puristes » vont certainement s'étrangler de rage et de déception : pas de lion, pas de Monsieur Loyal, pas d'écuyère bien profilée, pas de saut de la mort, pas de tintamarre de grosse caisse. Seulement Victoria et Jean-Baptiste, quelques musiciens, quelques colombes, deux lapins, une canne et un Monsieur-Statue qui traite lui-même son numéro de muscles par la dérision. Seulement du merveilleux et de l'émotion, de la poésie et de la fantaisie.

La fantaisie, c'est Jean-Baptiste. Il crève des bulles de savon avec un marteau. Il fait d'étonnants tours d'escamotage... dont il révèle aussitôt les truquages au public d'abord médusé, bientôt complice. Il joue des tragédies aquatiques en cinq actes avec des poissons en papier. Il transforme un corbeau fou en licorne puis en taureau éborgné. Il fait parler d'or le chah d'Iran : à coups de pistolets ! Il se dispute avec une petite marionnette. Il joue « Parlez-moi d'amour » avec des clochettes. Il jongle avec des oranges qu'ils distribue finalement aux spectateurs. Il change de masque ou de chapeau, fait apparaître des foulards et disparaître des balles. Il est le magicien.

Le merveilleux, c'est Victoria. Elle danse sur un fil, s'y asseoit, s'y couche avec la grâce d'Ophélie. Elle joue de l'accordéon. Elle se fait homme-orchestre, musicienne-automate. D'éventail en éventail, elle change d'aspect : d'abord papillon noir et mauve, elle devient oiseau flamboyant ; puis danseuse espagnole, puis divinité aztèque, taureau de feu, dragon, chrysalide, chenille, enfin chauve-souris. La musique, les couleurs et les images lui font cortège. Le cœur en fête, elle mime et danse, mêlant force et souplesse, grâce et virtuosité. Elle traverse des miroirs.

Ce cirque-là vous amène ailleurs que sur le dos d'un chameau dans un désert de carton-pâte ! A la fin, on a du mal à redescendre sur son gradin, puis à l'abandonner pour quitter le chapiteau. On voudrait rester longtemps encore au pays des merveilles de Victoria et de Jean-Baptiste.



Victoria Chaplin.

Un service public au même titre que le T.n.p.

Ce cirque-là n'est qu'une esquisse de ce qui reste à inventer, de ce qui serait possible si les pouvoirs publics se décidaient à lâcher quelques subventions. Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thierrée ne sont-ils pas des créateurs à part entière ?

Ce cirque-là ne pratique pas la vente forcée, n'aguiche pas les gogos avec des panières de chocolats glacés et de caramels mous. Ce cirque-là est un service public, au même titre que le Théâtre national populaire ou l'Opéra de Paris. Alors, pourquoi Jean-Baptiste Thierrée et Victoria Chaplin ne seraient-ils que des saltimbanques laissés pour compte ? Le Cirque Bonjour n'a aucun statut juridique ni social. Jean-Baptiste et Victoria ne désespèrent pas pour autant d'être « reconnus » : « Ce jour-là, nous créerons au moins un spectacle nouveau chaque année. Et nous pourrons même demander à d'autres de nous les écrire, à Béjart ou à Carolyn Carlson par exemple. » Rêvons de ce jour où le cirque réconciliera toutes les disciplines artistiques...

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Ce chapiteau est installé à Paris, sur le Forum des Halles, rue Pierre-Lescot, jusqu'au 31 octobre. En novembre, le Cirque Bonjour sera au Palais des Arts, toujours à Paris. Et il repartira à travers la province au printemps prochain.



« La Vie privée de la race supérieure ».

au risque de vous plaire

théâtre

Paris

**** Théâtre de l'Est parisien : « le Malade imaginaire », de Molière. Mise en scène de Marcel Maréchal (jusqu'au 19 novembre).***

Où Molière reprend la tradition de Lope de Vega, de Tirso de Molina et d'Arlequin : rire de la médecine. Mais où il met aussi en cause la charlatanerie des médecins de son temps, leur nullité scientifique.

**** Théâtre d'Orsay : « Oh ! les beaux jours », de Samuel Beckett ; mise en scène de Roger Blin ; avec Madeleine Renaud. En alternance avec : « la Vie singulière d'Albert Nobbs », de Simone Benmussa ; mise en scène de l'auteur ; avec Juliet Berto (jusqu'au 5 novembre).***

Deux chants de femmes. Madeleine Renaud module celui d'une femme qui refuse de vieillir. Et Juliet Berto celui d'une femme qui est obligée de se déguiser en homme pour trouver du travail.

**** Théâtre de la Plaine (13, rue du Général-Guillaumat, 15e) : « la Vie privée de la race supérieure ». Mise en scène de Jean-François Prévand (depuis le 4 octobre).***

C'est « Grand-Peur et Misère du IIIe Reich », de Bertolt Brecht, revu et corrigé par le burlesque. Les sinistres pitreries des Amin Dada et autres Pinochet apportent chaque jour leurs eaux sales au moulin de cette violence satirique.

**** L'Epicerie (12, rue du Renard, 3e) : « Français, encore un effort si vous voulez être républicains », de Sade. Mise en scène d'Alain Françon. Par le Théâtre Eclaté d'Annecy (jusqu'au 5 novembre).***

Sade écrivit ce texte alors qu'il était, en 1793-1794, incarcéré par la Terreur. Et il pose la question essentielle, celle qu'aujourd'hui encore il faut sans cesse remettre à l'ordre du jour : « N'avons-nous pas acquis le droit de tout dire ? »

**** Théâtre Essaïon (6, rue Pierre-au-Lard, 4e) : « les Miettes », de Louis Calaferte. Mise en scène de Micheline Kahn. Avec Sylvie Favre et François Perrot (jusqu'au 15 novembre).***

Calaferte est l'un des meilleurs auteurs de ce temps, romancier et dramaturge. « Les Miettes » montrent comment un conventionnel duo d'amoureux devient un assassinat réciproque, loin de l'épanouissement rêvé.

Banlieue

**** Théâtre de la Commune d'Aubervilliers : « Si jamais j'te pince », d'Eugène Labiche. Mise en scène de Jacques Rosner et Serge Martin (jusqu'au 4 novembre).***

Une intrigue basée sur le « cocufiage ». « Une des pièces les plus brillamment crétines de Labiche », avoue Rosner. Opérette et music-hall sont les deux mamelles du spectacle.

**** Cartoucherie de Vincennes : « la Sœur de Shakespeare », par le Théâtre de l'Aquarium (depuis le 6 octobre).***

La parole vivante de la femme au foyer n'a jamais fait une pièce... jusqu'à ce que le Théâtre de l'Aquarium s'en mêle !

Province

**** Lille (salle Roger-Salengro) : « Ça respire encore ». Par le G.r.a.t. de Saône-et-Loire (jusqu'au 28 octobre).***

Un spectacle satirique. Du comique populaire, avec de la danse et de la musique. A partir d'histoires et de textes de Dario Fo, Karl Valentin, Michel Deutsch, etc.

**** Villeurbanne (T.n.p.) : « Maître Puntila et son valet Matti », de Bertolt Brecht. Mise en scène de Georges Lavaudant (jusqu'au 28 octobre).***

Au risque de nous répéter : la meilleure mise en scène d'une pièce de Brecht jamais signée en France.

Tournées

**** « Les Pâques à New York », de Blaise Cendrars, par la Compagnie du Lierre.***

Le 17 octobre à Sochaux, le 21 à Orléans, le 25 à Rennes, et le 27 à Bourges.

**** « Le Barbier de Séville », de Beaumarchais, par la Comédie-Française.***

Le 14 octobre à Bruxelles, le 27 à La Haye, les 18 et 19 à Charleroi, les 20 et 21 à Luxembourg, le 23 à Liège, le 24 à Metz, le 25 à Bienne, le 26 à Nancy, les 27 et 28 à Fontainebleau, le 30 à Dijon et le 31 à Strasbourg.

**** « La Mouette », de Tchekhov, par le Grenier de Toulouse. Mise en scène de Bruno Bayen.***

A la maison de la culture de Grenoble du 19 au 21 octobre. Au Théâtre du VIIIe de Lyon du 24 au 28 octobre.

**** « La Jalousie du Barbouillé », « le Médecin volant » et « les Précieuses ridicules », trois pièces en un acte de Molière par l'Atelier théâtral riomois.***

A Ceyrat le 24 octobre, à Bellerive-sur-Allier le 21 et à Chevagnes le 28.

spectacles

Où sont-ils ?

A Paris

**** A.c.d.c. :*** au Stadium, le 24 octobre.

**** Les rendez-vous du Golf-Drouot :*** Foxy le 14 octobre, Innocence et Argus le 21 et Trust le 28.

**** Black Sabbath et Van Halen :*** au Pavillon de Paris, le 19 octobre.

**** B.B. King :*** à Mogador, le 23 octobre.

**** Didier Levallet et Jean Querlier :*** à la Mûrisserie des Bananes, du 17 au 22 octobre.

**** Le Grand Orchestre du Splendide :*** au Bio-Théâtre Opéra (7, rue Louis-le-Grand), jusqu'au 24 octobre.

**** Bernard Lavilliers :*** à Bezons le 21.

à ne pas manquer

Neruda au Marais

Pablo Neruda est mort il y a cinq ans, le 23 septembre 1973, quelques mois après son retour au Chili, douze jours après le putsch de Pinochet. Il fut l'une des grandes voix de l'Unité populaire. Marc Normant, comédien et metteur en scène, admirateur de l'œuvre du poète, monta « le Chant général », alors que Neruda était encore ambassadeur du Chili en France.

De ce spectacle, après le coup d'Etat, il fit un disque, « Pablo Neruda voix du Chili » (enregistré par Uniteledis), qui fut aussitôt vendu au profit des premiers réfugiés chiliens. Aujourd'hui, Marc Normant reprend son spectacle « pour que personne n'oublie le Chili » ; il est depuis le 10 octobre au Théâtre Essaïon, à Paris, dans le Marais (6, rue Pierre-au-Lard, 4e). Avec lui : Paul Aïm, Christina Delume, Albert Lahiani et leurs musiques populaires sud-américaines.



Pablo Neruda et Marc Normant



Jean-Marie Cornille

« Raymond » à Lyon

Les héros sont-ils des salauds ? C'est la question que pose Jean-Marie Cornille dans « Raymond », le nouveau spectacle qu'il présente à Lyon, au Théâtre des Huit Saveurs (21, rue de la Viabert, 6e), du 17 octobre au 11 novembre.

Cornille, seul en scène, joue là l'ascension d'un freluquet fasciste, d'un minable dangereux parce que sympathique : Raymond. Le western sert de modèle : Raymond est successivement conducteur de diligence, chasseur de primes, héros de l'armée, barbouze, espion. Fort de ce passé de « légionnaire glorieux », le voilà qui entre en politique pour « combattre le mal » ; il prend l'avion, monte en bateau, s'installe avec arrogance à la table de maquillage des studios de télévision.

Inutile d'insister : la démocratie est piétinée. Où Raymond passe, la liberté trépasse. Cornille nous le rappelle fort judicieusement : la peste brune n'est jamais définitivement vaincue.

* ***Peter Tosh :*** au Palace, le 24 octobre.

En banlieue

* ***Catherine Ribeiro :*** à Rosny-sous-Bois le 28.
* ***Anne Sylvestre :*** à Sceaux les 13 et 14 octobre et à Sartrouville les 20 et 21 octobre.
* ***Les Quilapayun :*** à Malakoff, le 21 octobre.
* ***Florence Camarroque :*** à Bezons le 21 octobre et à Yerres le 27.
* ***Louise Forestier :*** à Bagnolet le 13 octobre, à Bobigny le 20 et à Chelles le 21.

En province

* ***Michel Ypar :*** au Havre le 14 octobre, à Bussy-Saint-Georges le 21 et à Epernay le 28.
* ***Steve Hackett :*** à Aix-les-Bains le 15 octobre.
* ***Black Sabbath et Van Halen :*** à Cambrai le 20 octobre.
* ***B.B. King :*** à Strasbourg le 24 octobre et à Lille le 25.
* ***Louise Forestier :*** à Périgueux le 18 octobre, à Châteauroux le 19, à Montbéliard le 25 et à Nantes le 29.



Mama Béa Tékielski.

* ***Ricet Barriet :*** à Sarrebruck le 17 octobre et au Petit-Quevilly le 19.
* ***Font et Val :*** à Saint-Dié le 24, à Nancy le 25 et à Dijon le 26.
* ***Una Ramos :*** à Pierrelaye le 14 et à Rouen le 25.
* ***Mama Béa Tekielski :*** à Pierre-Bénite le 26.
* ***Joan-Pau Verdier :*** à Toulouse le 14 octobre et à Millau le 15.

télévision

SCHUMANN SANS PANTOUFLES

« Je suis damné, gémit Robert Schumann. N'approchez pas ! Il faut m'enfermer. Au secours ! » Ou simplement, il hurle à la mort, les yeux clos, les mains serrées sur les tempes, secouant la tête comme un cheval fou, dans l'espoir de chasser le bruit qui le harcèle. Il n'entend qu'une note, mais qui se prolonge, qui s'intensifie, jusqu'à la torture.

Autour de lui, sa femme, ses enfants, ses amis s'empressent, impuissants, terrifiés. « Laissez-moi ! Je suis dangereux », leur crie le possédé. Et soudain la note s'éteint, lui laissant le loisir de jeter à la hâte quelques portées sur une page. Mais le répit ne dure guère. Une nouvelle crise vient interrompre le travail et la maison retentit de pleurs et grincements de dents. Ainsi, en février 1854, Robert Schumann sombra-t-il dans la démence qui devait l'arracher aux siens et le conduire à l'asile pour le restant de ses jours.

Ce martyre s'insère dans la remarquable série que Christine Gouze-Renal et Roger Hanin consacrent à treize musiciens (Antenne 2, le jeudi 19 octobre, à 20 h 35). D'Eric Satie, réalisé par Jean Valère, à Maurice Ravel, confié à Claude Chabrol, en passant par Berlioz, attribué à Roger Hanin, chaque portrait nous fait pénétrer dans l'intimité d'un compositeur, éclairant l'œuvre à la lumière de l'homme, nous entrainant aux sources mystérieuses de l'inspiration. Il ne s'agit pas de nous apprendre la musique, mais de nous apprivoiser, de nous émouvoir, de nous rendre dignes d'elle. Les images se fondent dans la mélodie si naturellement qu'il ne viendrait à personne l'idée de fermer les yeux pour mieux écouter, ou de se boucher les oreilles pour mieux voir. Nous faisons partie de la chanson. Et même lorsqu'elle naît de l'angoisse ou du désespoir, elle contient une promesse de paix.

« J'écris sous la dictée des anges », dit Schumann. Qui en douterait lorsque retentit la Symphonie rhénane ou le Concerto pour violoncelle en la mineur ? Mais les anges n'acceptent pas de partage. Il leur faut l'homme tout entier, le cœur, la raison, la vie. En vain, Clara Schumann implore-t-elle : « Reste avec nous ! » En vain charge-t-elle ses petites filles de monter la garde devant la porte de leur père malade. Il s'enfuit, il court à sa perte, aiguillonné par cette note unique dont seule la mort le délivrera.

Ici, dans le beau film grave qu'a réalisé Bernard Queysanne, se glisse un gag involontaire. On nous montre Robert Schumann s'élançant vers le bois, en robe de chambre, pieds nus, trébuchant sur les cailloux du sentier. Et soudain, au moment où il va piquer une tête dans la rivière, voici qu'il porte des pantoufles. Détail futile, mais qui suffit à nous rappeler que nous sommes au cinéma. Sans doute, lors du tournage de la scène, l'excellent Marcel Cuvelier, qui interprète le rôle du musicien, a-t-il craint de s'enrhumer et profité d'un instant d'inattention de la script-girl pour enfiler ses babouches. Tout à son chagrin, Mme Schumann ne remarque rien, et les enfants n'osent broncher. Mais nous, les téléspectateurs, ne pouvons réprimer un sourire à la vue de ce frileux candidat au suicide.

La veille, nous avons ri à gorge déployée des malheurs de Pierre Vaneck, curé de choc, en butte aux assauts séducteurs de Catherine Rouvel (T.f. 1, le mercredi 18 octobre, à 20 h 30). Plus elle roule des hanches, plus il baisse les yeux. « Vous n'êtes pas un homme », lui lance-t-elle, exaspérée. « Je suis un prêtre, soupire-t-il. Et sans doute avons-nous tort de porter des pantalons. Si j'avais gardé la soutane, tout cela ne serait pas arrivé. »

Certes, ce n'est pas dans les séminaires de Mgr Lefebvre qu'on tolérerait ces jeans moulants par lesquels le scandale arrive.

Intitulée « les Bonnes Ames » et tirée d'un roman de Jacques Robert, cette dramatique effarouchera-t-elle les sacristies ? Ce serait lui faire trop d'honneur. La brebis égarée, frétillant dans son baby-doll, excite plus de compassion que de convoitise, et le curé-minet semble échappé à la faune du Palace. Pour lier la sauce, on a mobilisé Charles Aznavour, qui psalmodie en coulisse un « Ave Maria » sirupeux. Priez pour nous, pauvres pécheurs, allergiques aux navets confits dans l'eau bénite !

GABRIELLE ROLIN



Schumann vu par Coureuil.

livres

POESIE

* ***Guillevic : Du domaine (Gallimard).***

Un long poème composé d'une suite d'aphorismes. Belles coulées lapidaires. Comme celle-ci : « Il n'y a pas d'ailleurs/Où guérir d'ici. » Ou celle-là : « Méfiez-vous/Les apparences/Peuvent être vraies. »

* ***Achille Chavée : Œuvre 1, 1935-1946 (les Amis d'Achille Chavée, 29, rue J.-Thiriar, 71000 La Louvière, Belgique).***

C'est à Chavée que René Fallet emprunta l'épigraphe de son roman « Le beaujolais nouveau est arrivé » : « Je suis un vieux Peau-rouge qui ne marchera jamais dans une file indienne. » On a enfin commencé à réunir les textes de Chavée, cet écrivain surréaliste belge virulent comme Jacques Prévert, libre et enjoué comme Robert Desnos, insolent comme Banjamin Péret. Et l'on trouve dans ce premier volume les poèmes écrits par Chavée en Espagne, à l'époque où il combattait dans les rangs des Brigades internationales. A découvrir absolument.

HISTOIRE

* ***Paul Lejeune : Louise Michel l'Indomptable (Editions des femmes).***

Comment l'anonyme petite institutrice est-elle devenue la communarde « indomptable » ? Ce livre s'attache surtout à restituer le vécu quotidien d'une pareille aventure.

* ***Suzanne Voilquin : Souvenirs d'une fille du peuple (François Maspero).***

Fille d'un chapelier, Suzanne Voilquin entra à trente ans dans une « famille » saint-simonienne, mais y fut révoltée par la domination des hommes. Elle dirigea le journal « la Tribune des femmes » et partit en Egypte. C'est ce voyage qui est ici raconté. Il permet de découvrir une des premières féministes.

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinski : 878-40-73

Offres d'emplois

Ville de Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise), 15 000 habitants, recrute d'urgence :
— Un directeur des services techniques ;
— Un adjoint technique ayant connaissances en voirie ou bâtiment,

Soit sur titres, par mutation, par inscription sur la liste d'aptitude.

Conditions : prime de technicité ; logement à titre onéreux.

Adresser candidature et C.v. à M. le Maire, 95370 Montigny-lès-Cormeilles.

Tourrette-Levens (Alpes-Maritimes), 3 000 habitants, commune rurale limitrophe de Nice, en expansion, groupe scolaire primaire et secondaire, recrute d'urgence adjoint technique — poste unique exigeant une très grande polyvalence.

Recrutement par mutation ou directement sur liste d'aptitude. Adresser curriculum vitae avec photographie et pièces justificatives à M. le Maire, 06690 Tourrette-Levens.

Ville de Montgeron recrute : une directrice de crèche, titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice, cinq ans d'expérience professionnelle minimum, un à deux ans d'expérience en tant que directrice de crèche souhaité.

Poste à pourvoir le 1er décembre 1978.

Adresser dossier de candidature et C.v. à M. le Maire, 91230 Montgeron.

Il ne sera pas répondu au téléphone.

Nantes

Organisme 200 000 000 F de C.a. à vocation sociale, 600 000 adhérents, recherche collaborateur pour la direction des services, 120 000, E.n.a., Sciences Po, I.a.e., D.e.c.s. ou équivalent.

Appliquant la politique définie en collectif avec le D.g. et le D.g.a., il contrôle, coordonne les services : comptabilité - finances, personnel, promotion - développement (250 personnes).

Il participe à la gestion des patrimoines et des œuvres (300 personnes).

La connaissance des associations coopératives ou mutualistes faciliterait son action, qui implique la concertation en groupes de travail ou d'information de 10 à 500 personnes.

Sa réussite peut le conduire en cinq ans, avant la quarantaine, à la D.g. comme le souhaitent ses aînés.

Envoyer lettre manuscrite, C.v. détaillé + photo, sous référence D.s. 1, à l'attention de Monsieur Blin.

Centre P.S.I. 9 rue Lafayette, 44000 NANTES

Stage de formation d'agent administratif pour les jeunes de 18 à 25 ans. Durée des cours : six mois (début, fin octobre), niveau B.e.p.c. exigé. S'adresser exclusivement (ni courrier ni téléphone) à l'U.f.j., 9, rue Cadet, 75009 Paris, 1er étage, le mercredi 18 octobre, de 10 h à 12 h.

Mouvement Francs et Franches Camarades
Union régionale Académie de Grenoble.

Service régional du personnel, 2, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble.

Les candidaturess sont à envoyer à l'adresse ci-dessus.

Conditions : âge minimum 25 ans, dégagé des obligations militaires.

Expérience : avoir une expérience d'animation soit professionnelle, soit militante, soit bénévole, technique, pédagogique.

Formation : qualification technique et pédagogique (justification de stages). Références universitaires (ou assimilées) ou stage de longue durée organisé par les F.f.c. ou un organisme similaire.

Dossier : fournir un curriculum vitae et les pièces justificatives et une photo, avec un exposé des motivations.

Profil de poste : directeur de maison de l'enfance ou directeur d'activités enfance au niveau d'une commune.

N.b. - Le poste sera à pourvoir au 1er novembre 1978, dans la région de Chambéry, et pour une durée déterminée de onze mois.

Demandes d'emplois

Cuisinière, connaissant repassage et ménage, cherche emploi de 8 h à 14 h (si possible quartier porte de Champerret).

Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Secrétaire expérimentée cherche poste stable, tous domaines culturels, à Paris ou dans région parisienne. Tél. : 307-18-42. Ou écrire : Nathalie Cartier, 152, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

Dessinateur, 32 ans, huit ans d'expérience en cartographie, maquette publicité, catalogue, audio-visuel, photo, cherche place stable à Paris ou en proche banlieue.

Encrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Divers

Dentellière, retraitée, lauréate de la Fondation de France (référenciée au musée d'Art moderne - palais du Louvre, pavillon de Marsan), enseigne dentelle ancienne, à navette « frivolité » (XVe, XVIe siècle). Gratuit pour les clubs du 3e âge. Pour déplacement, fournir logement indépendant ou chambre coin cuisine indépendants. Tél. matin et soir : 254-78-84 ; ou s'adresser au journal, qui transmettra.

Ecrivain de gauche, fin pêcheur, recherche militant socialiste possédant un étang à brochets pour week-ends alieutiques. Ecrire au journal, qui transmettra (12, cité Malesherbes, 75009 Paris).

Association sportive Orly-Sud, section moto, 1, rue Emile Zola, 94310 Orly, organise le 15 octobre 1978 à Orly-Ville (près gare des Saules) side-car cross international.

Urgent

Couple étudiants cherche chambre à louer dans 7e, 8e ou 9e arrondissement.

S'adresser au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Véronique Neiertz. Francis Pisani, Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

Les prix les plus bas:

DARTY

la preuve par 250 grandes marques

TV. ELECTROMENAGER. HI-FI.

Coll. Fondation Jean Jaurès

24 fiches Safari

le coffret de classement avec tous les accessoires
tout l'ensemble pour seulement **9 F 80** (+ frais d'envoi)

et en plus **GRATUIT** une seconde collection de **24 fiches** si vous commandez tout de suite.



Examen gratuit
N'envoyez pas d'argent

Les merveilleux animaux du monde maintenant réunis dans ce fichier géant

Des éléphants, des lions, des oiseaux... des animaux qu'il connaît déjà, d'autres dont il ignore même le nom... voici réunis, dans un fichier géant, les merveilleux animaux du monde qui feront rêver votre enfant... Pour lui, une visite au zoo est une fête. Imaginez sa joie lorsque vous lui offrirez, chaque mois, une collection entière de fiches SAFARI.

Sur chaque fiche, il y a, d'un côté, une superbe photo de l'animal dans la nature, et de l'autre, toute sa vie, son caractère, ses performances.

Grâce à cette collection, il découvrira, chaque mois, de nouveaux animaux et, tout en s'amusant, il apprendra une foule de choses en sciences naturelles, en géographie. Et puis, ce jeune collectionneur choisira parmi les ingénieuses formules de classement celle qui convient le mieux à sa personnalité. Il développera son sens de l'observation visuelle, de l'ordre et de la logique. Les fiches SAFARI l'aideront dans ses études et lui feront passer des heures passionnantes.

Chacun dans votre famille tirera profit de ce fichier géant

Nous voudrions vous envoyer votre première collection de fiches SAFARI et tout ce dont vous avez besoin pour constituer votre fichier. Et afin que vous vous rendiez encore mieux compte de la valeur de cette encyclopédie par fiches, nous vous enverrons en plus en cadeau, un deuxième jeu de fiches SAFARI. Si vous êtes ravi, vous garderez gratuitement un jeu complet de 24 fiches SAFARI et vous ne paierez pour le tout (le premier jeu, le coffret de rangement, les intercalaires et les accessoires) que le bas prix de 9,80 F (+ frais d'envoi). Ensuite, si vous le désirez, vous recevrez chaque mois environ de nouvelles fiches SAFARI aux conditions avantageuses décrites dans le coupon ci-contre. Ainsi, grandiront vos connaissances et votre amour de la nature.

Magie des fiches SAFARI, véritable encyclopédie de la nature

✸ *Tous les membres de la famille peuvent consulter simultanément le fichier* ✸ *Les fiches donnent aux jeunes le goût de l'ordre, elles développent la mémoire visuelle* ✸ *Vous retrouverez instantanément la documentation que vous recherchez.*

Format des fiches : 12,5 x 12 cm 150 cm2

G.I.E. Courrier Rencontre, 27027 Evreux Cedex
Lecteurs Suisses : 33, ch. d'Entre-Bois, 1018 Lausanne. Lecteurs Belges : Boîte Postale 8, 7500 Tournai

Bon-cadeau

à envoyer à G.I.E. Courrier Rencontre, 27027 Evreux Cedex
Offre garantie jusqu'au 31.10.78

Envoyez-moi, sans frais ni obligation d'achat, les deux premières collections de 24 fiches SAFARI, soit 48 fiches, ainsi que le coffret de rangement et tous les accessoires.

Je me réserve le droit de retourner l'ensemble dans les 10 jours, sans rien vous devoir. Mais si je suis ravi, je garderai en cadeau une collection complète de 24 fiches SAFARI et paierai l'autre collection avec le coffret et les accessoires, au bas prix de 9,80 F (+2,90 F de frais d'envoi).

Puis je recevrai les collections suivantes de fiches SAFARI, à raison d'un envoi par mois environ. Je bénéficierai du prix avantageux réservé aux abonnés, soit actuellement 9,80 F (+1,50 F de frais d'envoi) par collection de 24 fiches. Je pourrai faire cesser vos envois à tout moment, en vous avisant par simple lettre.

SIGNATURE OBLIGATOIRE
Signature d'un des parents pour les moins de 18 ans

M
Mme
Mlle
nom Prénom
numéro Rue ou lieu-dit
Commune
Code postal localité du bureau de poste

5-1000/955/1299

Offre limitée à la France, la Suisse et la Belgique.
Nous nous réservons le droit de réviser nos tarifs en fonction des circonstances économiques.
Les envois pourront comprendre plus d'une série de fiches.